

---

## Les Indiens dans la presse coloniale portugaise du Mozambique 1930-1975

*A imprensa colonial portuguesa de Moçambique e os indianos (1930-1975)*

*The Portuguese Colonial Press in Mozambique and the Indian Community  
(1930-1975)*

**Nicole khouri et Joana Pereira Leite**

---

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/581>  
ISSN : 1768-3084

**Éditeur :**

Association des chercheurs de la revue Lusotopie, Brill, Karthala

**Édition imprimée**

Date de publication : 20 novembre 2008  
Pagination : 3-50  
ISSN : 1257-0273

**Référence électronique**

Nicole khouri et Joana Pereira Leite, « Les Indiens dans la presse coloniale portugaise du Mozambique 1930-1975 », *Lusotopie* [En ligne], XV(2) | 2008, mis en ligne le 01 février 2016, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/lusotopie/581>

---

## LES INDIENS DANS LA PRESSE COLONIALE PORTUGAISE DU MOZAMBIQUE 1930-1975\*

Quelle est la nature de la présence indienne au Mozambique entre 1930 et 1975 ? Cet article cherche à la saisir telle qu'elle fut attestée dans les journaux locaux de l'époque, d'un double point de vue : celui des représentations que s'en faisaient les colons, les officiels du régime de l'*Estado Novo*, ainsi que celles des « *naturais* » (blancs nés dans la colonie puis par extension les métis et les noirs « assimilés »), des porte-parole de la population indigène (africains noirs) et d'autre part, celui de la diaspora elle-même, c'est-à-dire de ceux et de ce qu'elle voulait ou pouvait donner à voir. Ainsi la lecture de la presse a-t-elle été fondée sur l'hypothèse d'un projet de modernisation d'un État autoritaire qui, pour la première fois dans l'histoire de l'Empire, crée dans sa colonie un champ social, en organisant les divers groupes en tant qu'acteurs, lesquels sont amenés à se définir, de façon différenciée autour d'enjeux communs. De cette nouvelle histoire, les Indiens sont partie prenante.

La question fondamentale devient celle du passage, en moins d'un demi-siècle, d'une situation de juxtaposition, voire de ségrégation, à leur incorporation dans un projet à la fois social et national. La presse qui, en principe, rend compte de la vie quotidienne d'une société, permet-elle de saisir une partie de l'histoire sociale de cette diaspora et des avatars de sa construction identitaire ? Quelles sont les composantes de la communauté indienne qui se sont davantage prêtées à une certaine visibilité ? À quels moments et sous quelles formes ?

### *A imprensa colonial portuguesa de Moçambique e os indianos (1930-1975)*

Este artigo procura compreender, de um duplo ponto de vista, a natureza da presença indiana em Moçambique tal como ela é testemunhada nos jornais da colónia entre 1930 e 1975 : por um lado, analisam-se as representações que dela fazem os colonos, funcionários do *Estado Novo*, e representantes da população autóctone ; por outro, atende-se às visões que a diáspora produz de si mesma, por intermédio de alguns membros da comunidade, e ainda ao que ela queria ou podia dar a ver e si mesma. Uma hipótese decorrente da leitura da imprensa aponta para a existência do projecto de modernização de um Estado autoritário que, pela primeira vez na história do Império, cria na sua colónia um campo social, organizando os diversos grupos enquanto actores, os quais seriam levados a definir-se, de forma diferenciada, em torno de desafios comuns. Os indianos fazem parte integrante desta nova história.

Neste quadro, a questão essencial é a da passagem, em menos de meio século, de uma situação de juxtaposição mas de segregação, para a sua incorporação num projecto simultaneamente social e nacional. Em que medida a imprensa, vocacionada à partida para dar conta da vida quotidiana de uma sociedade, permitirá construir um segmento da história social dessa diáspora e das mutações da sua construção identitária ? E quais as componentes da comunidade indiana

---

\* Cette étude a d'abord été diffusée comme document de travail sur le site du CEsa-ISEG (<<http://pascal.iscg.utl.pt/~cesal/>>) sous le même titre, Lisbonne, CEsa, 2003, 34 p. (« Documentos de trabalho », 66).

que mais se prestaram a uma certa visibilidade? Em que momentos e sob que formas?

*The Portuguese Colonial Press in Mozambique and the Indian Community  
(1930-1975)*

The aim of this article is to ascertain the nature of the Indian presence in Mozambique as portrayed in this colony's newspapers between 1930 and 1975. This exercise is carried out from a twin perspective: on the one hand, by assessing the representations of this community among the colonists, public officials of the *Estado Novo* and representatives of the autochthonous population; on the other, by taking into account both the way in which this diaspora regarded itself (as expressed by some of its members) and the way in which it sought – or was able – to present itself to those outside the community. The hypothesis that underlies this survey is that of a *project of modernisation by an authoritarian state*, which, for the first time in the history of this Empire, created in this colony a *social setting* in which the various groups that made up society were regarded as actors and led to organise themselves in different ways around a series of common challenges and goals. The Indian community was part and parcel of this “new” (hi)story.

The most fundamental and perplexing issue for this group consisted in its transformation (in less than half a century) from a situation of juxtaposition or even segregation, into one that sought the incorporation into a shared national and societal project. To what extent does the press – whose basic function consists of providing an account of a society's daily life – show a part of this diaspora's social history and evolving identity? Which segments of the Indian community lent themselves to greatest visibility? How and under which circumstances?

Cette recherche sur la présence des Indiens dans la presse coloniale du Mozambique des années 1930-1975 a été motivée par les difficultés et carences dans les approches relatives à la diaspora indienne. Tout d'abord, cela concernait l'approche relative à la mise en récit de la mémoire par des membres vivant à Lisbonne depuis l'indépendance du Mozambique. *Grosso modo*, durant une première série d'entretiens effectués en 2003 et 2004, se dégageait soit une gêne pour parler de cette période (« que voulez-vous savoir? ») soit l'affectation d'un ton banal dans un récit distancié. Lorsqu'au cours de seconds entretiens, les divers documents de presse étaient montrés (articles, photos, publicités), ils suscitaient des considérations et des propos inédits. Ces coupures de presse devenaient des médiations et des catalyseurs d'une mémoire enfouie ou refoulée. Cela concernait ensuite l'approche établie depuis une quinzaine d'années à partir de documents officiels émanant des différents ministères de métropole, de rapports de hauts fonctionnaires et de gouverneurs de la colonie, ainsi que des institutions religieuses. Les analyses des historiens, économistes et anthropologues portugais<sup>1</sup>, bien que critiques, demeurent tributaires de la représentation que ces documents donnent de cette diaspora, dans ses dénominations, ses qualifications, ses modes de vie communau-

<sup>1</sup> L.-F. ANTUNES (1992, 1996), J.G. Pereira BASTOS *et al.* (1999), S. Trovão Pereira BASTOS (1995), S. Trovão Pereira BASTOS & J.G. Pereira BASTOS (2000 : 399-421), A. CARVALHO (1999), J. Mascaïsta MALHEIROS (1996), J. Mascaïsta MALHEIROS (2000), J. Pereira LEITE (1996 : 67-108), J. Pereira LEITE (1999, 2001); A. Rita FERREIRA (1980 : 615-648); L. Pinto TEIXEIRA (1998).

taire (sociale et religieuse) ainsi que des relations socio-économiques qu'elle entretenait avec les autres groupes de la colonie.

Certes, ces chercheurs en sciences sociales n'ont pas fait l'économie d'une analyse critique des paradigmes – tels que la religion et la race avec leurs conséquences sur les pratiques de ségrégation, d'exclusion ou de médiation vis-à-vis de certains groupes de la colonie – qui ont structuré les grands moments de l'histoire coloniale et eurent pour noms : la portugualisation, la nationalisation et l'assimilation des populations de l'Empire. Il n'en demeure pas moins qu'en vertu des documents examinés, la diaspora indienne a été essentiellement dite par d'autres. Peu de documents officiels et encore moins officieux sont disponibles, qui nous révéleraient un aspect de sa représentation propre, à l'instar des lettres<sup>2</sup> de l'Aga Khan, par exemple celle du 5 juin 1951 assurant le président du Conseil, A. de Oliveira Salazar, de la loyauté de sa communauté, durant les moments cruciaux de l'histoire politique de l'Inde moderne, envers l'Empire portugais.

Précisons immédiatement que les Indiens sont loin de former un tout homogène, du point de vue du statut octroyé par le colonisateur (les Goanais catholiques et les autres), comme de leurs appartenances religieuses (hindous, musulmans chiïtes et sunnites, parsis). Il faut tenir compte également des différences intracommunautaires, appréhendées en termes de hiérarchie chez les musulmans, et de castes chez les hindous (appelées à se défaire ou à se consolider au fur et à mesure que s'accumulent les richesses et que leur est ouvert l'accès aux écoles dans la colonie). Un dernier critère renvoie enfin aux différences intercommunautaires, les musulmans sunnites se mélangeant plus facilement avec la population africaine, les ismaïlis et les hindous restant davantage fermés sur leur espace communautaire et les parsis entretenant volontiers de bons rapports avec les colons.

Dans les années trente, les statistiques officielles distinguaient les Indo-portugais et les Indo-britanniques, en référence aux populations des territoires de l'Inde sous domination portugaise ou britannique. Parmi les Indo-portugais, ceux originaires de Damão et Diu, appelés « banéanes », hindous et musulmans, se sont fixés au Mozambique à partir de 1686<sup>3</sup>. Leur émigration s'est poursuivie jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ils se sont établis comme commerçants, principalement dans l'île de Mozambique, les *Terras Firmes* adjacentes, et les villes côtières de Quelimane, Sofala, Inhambane liées à tout l'arrière-pays à travers le réseau spécifique des *cantinas*<sup>a</sup> qu'ils ont mis en place. On les retrouve également agriculteurs ou encore *prazeiros*<sup>b</sup> en Zambézie. D'autres Indo-portugais, les *Goeses* (Goanais), convertis au catholicisme, sont les témoins de ce lien entre le Mozambique et l'Empire des Indes. Ils restent

<sup>2</sup> *Arquivos nacionais da Torre do Tombo (ANTT), Policia internacional e de defesa do Estado-Direcção geral de segurança (PIDE-DGS), processo 749/73. CI (2), lettre de l'Aga Khan du 5 juin 1951.*

<sup>3</sup> Selon l'historiographie la plus récente, la création en 1686 de la Compagnie des Mahajans de Diu, détenant du gouvernement portugais le monopole du commerce entre la colonie de Mozambique et Diu, est considérée comme la date de départ de la fixation des *Baneanes* au Mozambique. Voir à ce propos le travail de fond de l'historien L.-F. ANTUNES, *A actividade...*, *op. cit.*

<sup>a</sup> *Note de la rédaction* : boutiques de brousse.

<sup>b</sup> *Ndlr* : les *prazeiros* étaient les concessionnaires de *prazos*, vastes étendues accordées par baux emphytéotiques de la Couronne portugaise et en pratique progressivement africanisés et quasiment indépendants.

sur le territoire après 1752, lorsque la province africaine est détachée de l'Empire asiatique<sup>c</sup>. Leur présence est beaucoup plus visible en 1898, date de la fondation de Lourenço Marques. Ils y ont surtout occupé des postes subalternes dans la fonction publique, ont constitué le clergé catholique, ont été employés dans les banques et certains ont même pu s'intégrer aux professions libérales. Quant aux commerçants indo-britanniques (majoritairement musulmans, ismaïlis et sunnites, mais aussi hindous) presque tous originaires du Gujarât, ils arrivent vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, soit directement de cette province, soit de Zanzibar après la désagrégation de son empire marchand sous le coup des intérêts britanniques et allemands, ou encore d'Afrique du Sud durant les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, lorsque se sont durcies les lois britanniques et afrikaaners vis-à-vis de la main-d'œuvre indienne dans les provinces du Natal et du Transvaal (fin des contrats des *indentured labourers*<sup>d</sup>). D'une part, le transfert de la capitale de l'île de Mozambique à Lourenço Marques en 1898 a drainé cette forte migration qui a, à la fois, contribué à et profité de la mise en valeur de ce pôle sud de la colonie, totalement inféodé à l'économie du Transvaal. D'autre part, ce transfert a provoqué un mouvement migratoire à l'intérieur même de la colonie (des villes du nord et du centre vers le sud) tant et si bien qu'en 1930<sup>t</sup>, date de départ de notre étude, on recense 76 % des Indo-portugais et 45 % des Indo-britanniques installés au sud du Save (districts de Lourenço Marques et d'Inhambane).

Il faut avoir en mémoire que les Indiens, les colons installés, la classe administrative et politique de la colonie et une partie de la population africaine, vivaient au rythme permanent du croisement de trois histoires socio-économiques et politiques, celle du Portugal, celle de l'Inde et celle du Mozambique. Ces histoires font elles-mêmes partie de cercles plus larges particulièrement bouillonnants durant la période considérée : l'histoire des empires portugais et britannique puis celle des colonisations et décolonisations de l'Afrique orientale et australe. Dans leurs mobilités spatiales, nous pouvons dire en résumé, que les Indiens se sont appropriés « naturellement » les pôles du champ de l'expansion portugaise.

## La presse dans la temporalité de l'Empire

Dans les pages qui suivent, il s'agira de saisir la nature de la présence de la diaspora indienne du Mozambique telle qu'elle est attestée dans les journaux locaux de l'époque entre 1930 et 1975, d'un double point de vue : celui des représentations que s'en faisaient les colons, les officiels du régime de l'*Estado Novo*, ainsi que celles des « *naturais* » (blancs nés dans la colonie puis par extension les métis et les noirs « assimilés »), des porte-parole de la population indigène (africains noirs) et d'autre part, celui de la diaspora elle-même, c'est-à-dire de ceux et de ce qu'elle voulait ou pouvait donner à voir. La presse consultée couvre une tranche

<sup>c</sup> *Ndlr* : jusqu'à cette date, le Mozambique était gouverné à partir de la vice-royauté des Indes. Il devient alors une colonie à part entière.

<sup>d</sup> *Ndlr* : travailleurs étrangers sous contrat.

<sup>t</sup> Selon l'*Anuário de Lourenço Marques*, dont l'édition de 1931 est fondée sur le recensement de 1928, ces 76 % d'Indo-portugais correspondent à une population de 2 363 individus et les 45 % d'Indo-britanniques à une population de 2 179 individus.

de l'histoire contemporaine qui va de la nouvelle politique de l'*Estado Novo* définie autour des années trente à sa chute en 1974, entraînant un an plus tard l'indépendance du Mozambique.

À l'intérieur de cette période, nous avons délibérément choisi quelques moments charnières et structurant pour la lecture de la presse. Ainsi :

– Les années 1926-33 sont marquées par une grande coupure dans la formulation même du projet colonial au sein de l'Empire désormais indo-africain, la composante asiatique étant restée très en retrait depuis la fin du xvii<sup>e</sup> siècle, dans la mesure où les intérêts du Portugal se portaient surtout vers le Brésil. Une nouvelle définition des institutions politiques et administratives, une nouvelle organisation de la société, une nouvelle politique économique sont mises en place par l'*Estado Novo* tant au Portugal que dans ses colonies. Ces années sont aussi marquées par les conséquences de la crise mondiale de 1929. Cette double donne a des incidences directes sur les prémisses de l'intégration sociale et culturelle des Indiens dans l'espace mozambicain et sur la cristallisation des perceptions que les divers groupes de colons et de métis ont eues vis-à-vis de leur identité professionnelle, objet à la fois de fascination et d'abjection.

– L'année 1947, marquée par l'indépendance de l'Union indienne et la naissance de l'État du Pakistan, réveille, au sein de l'Empire, la dimension asiatique latente. Quel sera l'avenir de Goa ? Parallèlement, la « question indienne » en Union sud-africaine est suivie avec grand intérêt. Les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale sont favorables à l'économie du Mozambique. L'expression sociale, économique et politique de la communauté indienne, que l'on perçoit pour la première fois dans toutes ses composantes, est à son apogée<sup>5</sup>.

– Les années 1960-63 sont marquées par la crise de l'*Estado da Índia* et le transfert à l'Inde de Goa, Damão et Diu. Ces événements portent un coup fatal au projet impérial et l'amputent définitivement de l'essentiel de sa composante asiatique. Réduit à sa dimension africaine, celui-ci est obligé à une refondation conséquente. Ce sont les thèmes de société, liés à la fin du régime de l'indigénat et à la mise en place de l'assimilation, qui prévalent. C'est à ce moment que la catégorie des *naturais*, opposée à celle des natifs et des colons, prend tout son sens sociologique. Comment les Indiens se positionnent-ils ?

– Les années 1973-75 sont marquées par l'écroulement du régime de l'*Estado Novo*, par la fin de la guerre de libération et par l'instauration du gouvernement

---

<sup>5</sup> Le dépouillement des éditions de l'*Anuário de Lourenço Marques* concernant les activités des Indiens dans la capitale, confirme l'impression dégagée par la presse entre 1930 et 1975. C'est dans l'édition de 1946, que l'on relève le plus grand nombre de maisons de commerce indiennes. Beaucoup d'entre elles ne s'affichaient pas auparavant et nombreuses sont celles qui disparaîtront à la fin des années quarante. Encore reste-t-il à interpréter prudemment ce phénomène, visible essentiellement dans la capitale. Dans une économie d'après-guerre, relancée par son ouverture à de nouveaux marchés et par la reprise du commerce dans l'océan Indien, les Indiens du Mozambique occupent par la suite un créneau important à côté de leurs traditionnelles exportations d'oléagineux vers l'Inde. Une accumulation conséquente de capitaux aurait-elle permis à un certain nombre d'Indo-britanniques de projeter un « retour » au Gujarat ? Ceux qui l'ont réalisé se sont heurtés à l'impossibilité de s'y installer en raison des événements dramatiques de 1946-47 lors de la partition entre Pakistan et Inde.

de transition menant à l'indépendance du Mozambique. Dans cette dernière phase de l'Empire africain, que nous donne à voir la presse consultée des positionnements politiques, sociaux et religieux de la diaspora indienne en général et de ses composantes en particulier ?

Certes, les politiques économiques se déploient en un temps qui leur est propre, tout comme les représentations et le changement des mentalités se déploient en un temps anthropologique, l'un et l'autre ne respectant pas forcément les « rythmes » politiques et événementiels ici retenus. Cela imposera souvent des retours sur les regards positifs ou négatifs attachés à l'identité professionnelle de la communauté indienne, marchande dans sa majorité. Tant pour les colons que pour les *naturais*, cette communauté est avant tout une communauté marchande – avant d'être hindoue, musulmane ou catholique – perçue négativement dans son ensemble. Pour l'État portugais, elle est appréhendée en termes d'économie réelle, c'est-à-dire utile et dynamique. De plus, sa présence témoigne de l'ancien empire asiatique. Les Goanais et les autres Indo-portugais sont évoqués, quand il le faut, pour consolider l'idée d'une colonisation à la « portugaise », capable d'avoir été à la rencontre de peuples, de races et de religions diverses et d'y avoir produit des cultures particulières lusotropicales. Bien que servant à la consolidation du rêve impérial, les Indiens (dans toutes leurs composantes) ont su, au cours de leur expérience historique au Mozambique entre 1930 et 1975, s'approprier les opportunités issues des nouvelles conditions de l'intégration, pour se construire à l'intérieur d'un espace à la fois social et national.

### ***Les Indiens dans la presse***

Travailler à partir des matériaux de la presse de Lourenço Marques pour appréhender la diaspora indienne comporte le risque de l'écueil du jeu des représentations des divers protagonistes (État/colons/*naturais/nativos*/Indiens) – biaisées de plus par la censure imposée à toute la presse durant le régime de Salazar. Ceci peut conduire à répéter les paradigmes bien connus d'une idéologie coloniale, liée à une vision en termes de hiérarchie des races, des peuples et des religions, conforme aux opinions et comportements de l'époque. Or ce que cette presse révélait simultanément ou parallèlement, c'était la force d'un État autoritaire qui, pour la première fois dans l'histoire de l'Empire, créait dans sa propre colonie un champ social au sens propre du terme, c'est-à-dire organisait les divers groupes en tant qu'acteurs, amenés de ce fait à se définir, de façon différenciée, autour d'enjeux communs. De cette nouvelle histoire, les Indiens sont partie prenante. La question fondamentale devient alors pour eux – et pour nous qui en suivons la trace dans la presse – celle du passage, en moins d'un demi-siècle, d'une situation de juxtaposition, voire de ségrégation à celle de leur incorporation dans un projet à la fois social et national. Si les termes du projet social se réfèrent à la « province de Mozambique »<sup>6</sup>, les termes du projet national sont culturellement et politiquement ceux de la nation portugaise.

La presse qui, en principe, rend compte de la vie quotidienne d'une société, permet-elle de saisir ne serait-ce qu'une partie de l'histoire sociale de cette diaspora et des avatars de sa construction identitaire ? Quelles sont les composantes de la

<sup>6</sup> Le statut de province a été octroyé aux colonies après la révision constitutionnelle de 1951.

communauté indienne qui se sont davantage prêtées à une certaine visibilité ? À quels moments et sous quelles formes ?

Autour des années trente, la panoplie des journaux de la colonie est assez large. Parmi une quinzaine (si l'on compte ceux de Beira), nous n'avons consulté que ceux publiés à Lourenço Marques, représentatifs de diverses catégories socioprofessionnelles ou de différents courants politiques dans la colonie. Leur sensibilité vis-à-vis de la diaspora indienne ne se décline pas dans les mêmes termes. Nous les avons regroupés de la façon suivante :

– Les journaux qui expriment la voix des colons établis : *O Emancipador* (hebdomadaire des ouvriers laurentins<sup>6</sup>) dépouillé pour les années 1926-29 ; *Imparcial* (hebdomadaire indépendant) pour 1926-29 ; *Jornal do Comércio* (quotidien, défenseur des intérêts généraux de la colonie) pour 1930-32 ; *Africana* (revue littéraire mensuelle) dont nous avons analysé l'unique année de parution en 1933 ; et *O Direito* (quotidien, voix des partisans de la Première République) pour les années 1932-33. En 1933, en raison de la censure, la majorité de ces journaux disparaîtront.

– Celui qui exprime la voix officielle de l'*Estado Novo* : *Ação Nacional* (hebdomadaire) pour l'année 1926.

– Enfin celui qui exprime la voix des Africains : l'hebdomadaire *O Brado Africano*<sup>7</sup> pour les années 1931-34. Une place particulière a été réservée au *Notícias de Lourenço Marques*, quotidien de très large diffusion dans toute la province, proche du régime sans en constituer pour autant un organe de propagande. Malgré la censure, la relative indépendance de ses directeurs a permis l'expression assez diversifiée des groupes constitutifs de la colonie. Nous en avons dépouillé les années 1926-32.

Pour les trois autres dates charnières retenues (1947, 1961-63, 1970-74), nous avons suivi de près trois journaux, représentatifs d'approches idéologiques sensiblement différentes malgré les effets homogénéisants de la censure. Cela a obligé à décodage : le *Notícias de Lourenço Marques* pour 1947, 1961 et 1962, 1972 à 1974, *O Brado Africano* pour 1947, 1972 et 1973, *À Voz de Moçambique*<sup>8</sup> (mensuel des

<sup>6</sup> *Ndlr* : ouvriers laurentins, ouvriers de Lourenço Marques.

<sup>7</sup> *O Brado Africano* était un hebdomadaire bilingue (portugais-landim) qui parut entre 1918 et 1983. [*Ndlr* : « Landim » était l'appellation coloniale portugaise pour la langue xironga, langue des Rongas ; le groupe majoritaire dans la région de la capitale.] Dans une première phase, il fut essentiellement rédigé par des métis, « porte-parole de la race noire ». D'orientation modérée, il était l'organe du *Grémio Africano*, association de nativistes qui éclata en multiples courants reflétant les clivages de race, de statut social et d'origine régionale. Ensuite, ce fut l'*Associação Africana* qui regroupait principalement les *mulatos* [mulâtres] alors que le *Centro Associativo dos Negros da Colonia de Moçambique* regroupait les Noirs. L'*Associação Africana* comme le *Brado* étaient très étroitement contrôlés par le régime et sa police. Néanmoins, ce journal est demeuré la seule voix des nativistes. Pour cette histoire mouvementée et en grande partie clandestine, voir l'article de A. ROCHA (2000 : 727-752).

<sup>8</sup> Ce mensuel fondé en 1960 est la première expression des fils de colons qui ont mis en cause les abus de la colonisation. Il se présente comme l'organe de l'*Associação dos Naturais de Moçambique*, née dix ans plus tôt et qui regroupait les « Pieds-noirs » tout comme à la même époque, les métis se regroupaient dans l'*Associação Africana* et les Noirs dans le *Centro associativo dos Negros da Colonia de Moçambique*. À la rédaction de ce mensuel se sont joints ensuite quelques métis. Ce groupe d'intellectuels formés dans les universités de la métropole dans les années 1950, adhèrent alors fortement aux valeurs humanistes et démocratiques. À leur retour au Mozambique,



*Naturais*, fils de colons assumant une option humaniste et démocratique) dont nous avons consulté les années soixante à 1974.

Nous présenterons chacune des scansionnements retenues (1926-33 ; 1947 ; 1961-63 ; 1972-75) à l'intérieur des trois rubriques regroupant empiriquement les informations concernant les Indiens dans les journaux que nous avons analysés. Premièrement, celle relative à l'Empire qui couvre la période allant de la formulation du projet colonial en tant que projet national autour des années trente, aux crises successives qui l'ont secoué jusqu'en 1974. Deuxièmement, celle relative à l'intégration régionale où l'Union sud-africaine constitue un pôle économique important et un modèle de société qui exerce fascination et abjection. Enfin, celle relative au Mozambique proprement dit, en tant que territoire et société.

Notons que ces rubriques recourent les trois polarités structurantes de la longue durée historique du Mozambique (l'océan Indien, l'Afrique australe et le Portugal). Elles constituent aussi les référents des itinéraires marchands et des alliances de la diaspora indienne proprement dite vis-à-vis de sa terre d'origine, de la société d'accueil et des autres noyaux de la diaspora.

### **Le grand tournant de la politique coloniale portugaise : les années 1926 à 1933**

Les années 1926 à 1933 sont marquées par deux grandes préoccupations : la définition de la nouvelle politique globale qui unit le Portugal à ses colonies et les conséquences de la crise mondiale de 1929. Comme nous l'évoquons ci-dessus, un premier ensemble de journaux représente soit la défense des intérêts socio-économiques de groupes professionnels constitués par les colons, soit reflète plus explicitement les sensibilités politiques des personnes immergées dans la vie de la société coloniale.

#### ***La presse comme expression des groupes socioprofessionnels***

Dans le quotidien *O Emancipador*, organe du mouvement socialiste laurentin, les salariés défendent leurs intérêts en tant que résidents vivant dans une relative autonomie administrative et politique par rapport à la métropole. D'où leurs protestations véhémentes tout au long de l'année 1926 vis-à-vis de la nouvelle politique coloniale de João Belo<sup>1</sup> : rejet de la loi sur la presse qui veut réguler les libertés, critique du journal *Ação nacional* considéré comme le porte-parole local

---

ils mettront leurs compétences professionnelles (surtout en matière de droit et d'ingénierie) au service de projets de développement économiques et sociaux, de la dénonciation des injustices et de la défense de diverses catégories de la population en situation délicate tels les Indiens, les métis et les Noirs. Ces derniers étaient, durant la dernière décennie de la colonisation, en raison de leurs résistances anticoloniales et de ce fait soupçonnés de soutenir le Front de libération du Mozambique (Frelimo), muselés, traqués et facilement mis en prison. De nombreux démocrates, liés par cette décennie de luttes communes, intégreront après le 25 avril 1974, le Groupe des Démocrates du Mozambique déjà ouvert au combatif mouvement étudiant de Lourenço Marques né dans les années 1970. Fidèle à ses idéaux humanistes et démocratiques, ce groupe n'a pu avoir après 1975 qu'une existence éphémère, dont il reste à écrire l'histoire.

<sup>1</sup> *Ndlr* : João Belo fut ministre des Colonies de la Dictature, de 1926 à 1928.

du « fascisme » (juin 1926), opposition aux nouvelles mesures administratives voulant remplacer les hauts-commissaires par la tutelle directe du ministre des Colonies (octobre 1926).

*Quelle est l'opinion qui se dégage vis-à-vis de la nouvelle politique coloniale ?*

L'hebdomadaire indépendant *Imparcial*, qui paraît entre 1922 et 1929, est très orienté sur les problèmes de la colonisation agricole, en particulier celle de la province de Mozambique. Proche de l'*Associação do fomento agrícola da província de Moçambique* qui avait déjà publié en 1926 un projet de colonisation agricole, le journal réitère l'urgence de l'investissement de capitaux métropolitain afin d'encourager une colonisation des terres<sup>9</sup> par la population blanche portugaise, celle-ci étant encore massivement constituée de fonctionnaires et de commerçants confinés dans la zone du littoral. Le journal, en son édition du 20 juillet 1929 note, sans commentaire, l'importance numérique de la population indienne de cette province (7 980 Indiens face aux 14 447 Portugais et 8 997 métis) qui se livre à la culture du coton et à la commercialisation de la cacahuète. Cette manière de chiffrer, sans expliquer, était lourde de sous-entendus, renvoyant à la complicité entre colons portugais et Indiens pour extorquer les terres des Africains, dans un « régime de servitude féodale usant de procédés immoraux d'exploitation et s'accordant avec le "commodisme" des administrateurs coloniaux ». C'est dans ces termes durs que le rapport officiel de Pinto Correia<sup>10</sup> relatera de façon détaillée et sans concession, en 1937, l'histoire agricole de la province. Pour ces colons, il ne s'agissait surtout pas que la métropole (avec ses lois et ses inspecteurs) intervînt dans leur système d'exploitation. On avait donc ici à la fois la reconnaissance du nombre non négligeable d'Indiens et l'occultation de leur rôle. Pour l'*Imparcial*, les Indiens existaient, on les chiffrait mais on ne leur reconnaissait aucune pertinence existentielle ou économique.

Le quotidien *Jornal do Comércio* qui paraît entre 1918 et 1932 se présentait comme « l'organe de défense des intérêts généraux de la colonie de Mozambique » était écrit par des colons scandalisés par la défaillance d'un projet national dont « la langue [portugaise], pierre angulaire de la nationalisation de l'Outre-Mer, aurait dû être obligatoire dans les opérations de comptabilité et de publicité... En raison de l'incurie de l'administration et du manque d'esprit patriotique, nous avons laissé se développer, parmi les masses dominées, leur langue » (2 août 1931).

Ce journal de colons qui se sentaient abandonnés par la métropole, cette « madrastra » davantage préoccupée à peupler et à développer l'Angola, dénonçait le fait que, bien que les territoires des compagnies à charte<sup>s</sup> fussent déjà passés sous l'administration de l'État, tel celui de la Compagnie du Nyassa, rien n'y était

<sup>9</sup> En effet, dans le nouveau plan économique mis en place dans les années 1930, tout le nord du Mozambique a été transformé en un immense champ de coton. Cela durera plus d'un quart de siècle, jusqu'à ce que, à la fin des années 1950, le coût du coton sur le marché mondial tombât à un niveau inférieur à celui que la métropole avait fixé pour l'achat du coton colonial.

<sup>10</sup> A.E. PINTO CORREIA, *Relatório da inspeção ordinária às circunscrições do Distrito de Moçambique*, vol. 1 et 2, Lourenço Marques, 1937, 321+218 p. dactyl., *Arquivo Histórico de Moçambique* (AHN), *Inspeção superior da Administração civil e negócios indígenas* (ISANI), caixa 76.

<sup>s</sup> *Ndlr*: les « Compagnies à charte », ou compagnies majestiques existèrent dans toutes les

encore fait pour installer décemment les fonctionnaires (13 mai 1930). Plus grave était l'absence d'un plan de développement agricole qu'ils appelaient de tous leurs vœux. Ainsi argumentent-ils : « Il est bien connu que l'Européen qui possède la terre, ne la travaille pas. Ce *monopole* revient aux indigènes. Des écoles professionnelles agricoles conviendraient à leur nature qui serviraient les colons et travailleraient dans leurs *machambas*<sup>h</sup> » (8 mai 1930, souligné par nous). Ils s'opposent à un projet de recrutement des travailleurs pour les mines de Rhodésie du Nord, car cela porterait sérieusement préjudice au développement agricole dans les districts de Niassa et de Tete où les planteurs manqueraient alors cruellement de main-d'œuvre (29 mai 1931).

*Quelle vision cette presse nous offre-elle de la crise de 1929 ?*

Les ouvriers laurentins sont très attentifs à la conjoncture internationale de la fin des années vingt. *O Emancipador* consacre des articles de fond aux conséquences de la crise mondiale de 1929 provoquant une cherté de la vie « dont la responsabilité incombe à la Métropole et aux commerçants » (16 décembre 1929) ; à la montée du fascisme en Italie (octobre 1929) ; à l'éveil du prolétariat en Inde (décembre 1929) et à l'annonce même de la mort d'Agpatrai, grand révolutionnaire indien (27 mars 1929). Ceci n'empêche que, en raison de leur organisation corporatiste, ces ouvriers ne s'ouvrent à aucun autre segment de la classe ouvrière de la colonie. Ainsi, l'*Associação de mútuos auxiliados operários indianos* (association goanaise d'entraide des ouvriers indiens), créée en 1921, n'est-elle que subrepticement évoquée pour son sixième anniversaire (20 juin 1927). *O Emancipador* relate aussi en 1926 et 1927 les résultats des élections de l'Union indienne, association de commerçants, fondée en 1925 par les Indiens originaires de Damão et Diu. Les élections de 1927 nous renseignent sur la composition exacte des membres du bureau : tous Indo-portugais, musulmans, hindous et Goanais.

Avec la crise de 1929 et la montée du chômage qui se fait sentir dans la colonie, c'est le thème des « étrangers » qui est fortement attesté dans les colonnes du *Jornal do Comércio* pour lequel la solution ne réside pas dans la limitation du droit des nationaux (péninsulaires) à l'émigration, mais dans la restriction de la concurrence que leur font les étrangers, notamment les *Asiáticos*. En un seul jour, 66 passagers provenant des Indes britanniques ont débarqué dans le port de Moçambique<sup>i</sup>... : « une telle émigration rend impossible la vie des Européens dans cette zone » (9 mai 1930).

Étrangers, *Asiáticos*, Indo-britanniques, telles sont leurs appellations à la descente des bateaux. Mais sitôt résidents dans la région de Mozambique, ils sont affublés du nom de *monhês* s'adonnant au commerce de marchandise volée qu'ils « achètent aux Noirs », vivant comme de respectables et respectés musulmans<sup>11</sup> !

---

colonisations mais durèrent plus tard qu'ailleurs dans la colonisation portugaise. Il s'agissait d'entreprises de capitaux souvent étrangers, dotées de pouvoirs politiques, financiers et fiscaux, en quelque sorte des États dans l'État. Au Mozambique, la Compagnie du Nyassa fut dissoute en 1929, mais la Compagnie du Mozambique dura jusqu'à fin 1941.

<sup>h</sup> *Ndlr* : *machamba*, mot du portugais du Mozambique pour désigner un champ, une exploitation agricole.

<sup>i</sup> *Ndlr* : Moçambique (et non Mozambique), c'est-à-dire le port de l'île de Moçambique, l'ancienne capitale.

<sup>11</sup> « La ville végète au milieu de la saleté, en raison des immondes des magasins des *monhês*

Au détour d'un article sur les conséquences de la crise de 1929, on lit que ces étrangers sont pourtant très utiles en tant qu'agents de change<sup>12</sup>.

*Monhês* concurrents et voleurs, agents de change utiles, ces qualificatifs récurrents de la littérature officielle et officieuse ne sont contrebalancés, dans ce journal, par aucune reconnaissance professionnelle. Cette représentation totalement négative des Indiens, et en particulier des Indo-britanniques, contamine le contenu des nouvelles internationales. Ainsi, le combat de l'Inde pour son indépendance est-il réduit à de brèves anecdotes<sup>13</sup> ou à des faits divers traités sur le ton de la dérision<sup>14</sup>.

### ***La presse, expression de positions politiques contrastées***

*Acção Nacional*, hebdomadaire ultranationaliste, porte-parole de la Nouvelle République et *O Direito*, quotidien des partisans de la Première République en offrent un exemple de l'expression de positions politiques contrastées.

Dans sa polémique avec le journal *Impartial* au sujet des *prazeiros* de Zambézie, *Acção Nacional* défend une version dure<sup>15</sup> de la définition de l'identité et de la nationalité au sein de l'Empire portugais.

---

dégoutants » (*Jornal do Comércio*, 9 mai 1930) ; « Il n'y a pas longtemps, qu'un respectable monhé a acheté aux Noirs quelques bidons de pétrole qui avaient été dérobés à une entreprise de cette ville... Cela ne l'a pas empêché de continuer à mener tranquillement ses affaires comme un bon musulman et marchand honorable. » (*Jornal do Comércio*, 9 mai 1930).

<sup>12</sup> Pour transférer l'argent vers la métropole, « il suffit d'aller chez le monhé et pour 1 300 escudos nous achetons 10 livres. Par la banque nous envoyons un chèque de ce montant qui sera échangé au taux de 110 \$ la livre. Le préjudice, par les temps qui courent, n'est qu'une bagatelle de 20 \$ » (*Jornal do Comércio*, 25 septembre 1931).

<sup>13</sup> Exemple : « Charlot rencontre Gandhi à Londres. Ils passent ensemble la soirée chez un médecin indien » (*Jornal do Comércio*, 23 octobre 1931).

<sup>14</sup> Exemple : « Le prince indien Singh, délégué à la conférence de la table ronde, a été volé dans un hôtel de Londres pour une valeur de 10 000 escudos. Les voleurs l'ont allégué de tous les bijoux avec lesquels il avait l'intention d'étonner quelque miss blonde » (*Jornal do Comércio*, 18 décembre 1931).

<sup>15</sup> Le débat dans la métropole concernant la conception de la « portugalité » et de la « nationalité » ainsi que leurs conséquences au niveau des pratiques d'« assimilation » ou d'« exclusion », s'est en gros polarisé dans les années 1930 autour de deux versions. Pour la version dite dure, entrain dans la « portugalité » seulement qui était blanc et catholique. Ce fut d'ailleurs la version traditionnelle liée à l'expansion de l'Empire portugais dont l'expression la plus avancée formulait le principe de nationalité comme un « droit naturel » (cf. Luís Correia et António Vaz Cabaço pour le xvi<sup>e</sup> siècle et João Pinto Ribeiro au xvii<sup>e</sup> siècle). La nationalité se fonderait sur la libre et spontanée adhésion des personnes dans la communion de la civilisation vers laquelle accédaient les populations jusqu'alors barbares et, en particulier, dans leur participation à la foi catholique. Au fil des années, de 1930 à 1960, ce courant s'avéra dans l'incapacité, du moins théorique, de récupérer sa propre histoire coloniale. L'autre version, dite « lusotropical » induite de l'expérience brésilienne défendue par G. Freyre dans les années 1930, chercha à intégrer, au nom d'un métissage de fait, l'ensemble des peuples et des croyances. Elle se pensa aussi comme la seule posture théorique, capable d'assimiler tant le passé arabe que l'histoire coloniale du Portugal. Ce courant défendra toutes les tentatives d'« assimilation » et de « nationalisation » qui se réaliseront dans les années 1950-1960. Il n'en demeure pas moins que cette vision impliquera toujours une hiérarchisation des peuples de l'Empire appelés à « s'aléner » dans la « culture portugaise ». Dans le cas précis du Mozambique, où l'expérience de métissage des colons était faible par rapport à celle de l'Angola voisine, les mises en pratique des mesures de « nationalisation » et d'« assimilation » se firent beaucoup plus tardivement et beaucoup plus faiblement.

*Impartial* avait présenté un projet de création d'une ferme expérimentale par les « donos do Norte » (maîtres du Nord), dans le district de Quelimane. *Acção Nacional* rétorqua qu'il serait préférable de les appeler « soberanos monhês » (*monhês* tout-puissants) (24 septembre 1926). Dans ce contexte, le terme déjà très péjoratif de *monhês* était étendu à tous les métis « car nous savons que la majorité des *prazeiros* sont des métis<sup>16</sup> (portugais, goanais, africains). Dans l'esprit d'*Acção Nacional*, il s'agissait d'opposer les « Portugais purs » à tous les métis. Seuls les premiers devraient construire un Mozambique portugais.

Dans *O Direito*, quotidien républicain, la présence des Indiens est attestée d'abord dans les rubriques à portée internationale, puis dans celles relatives aux problèmes économiques qu'affronte la colonie et enfin dans celles de la vie quotidienne laurantine. Attentif aux mouvements de libération nationale en Inde et aux démarches du Congrès (Gandhi/Patel), le journal consacre maints éditoriaux et articles de fond (5, 7, 8 janvier et 23 février 1932) à la situation en Inde, regrettant de ne pouvoir accéder à des informations directes en raison de la censure britannique.

L'Inde, c'est aussi Goa, à la fois portugaise et indienne, où se déroulait la cérémonie d'inauguration d'un monument à la mémoire de Francisco Luís Gomez (1829-1929), écrivain et économiste goanais. L'article du 3 février 1932, vibrant d'humanisme, ne manqua pas de rapporter l'inscription se trouvant au pied du monument : « Il appartient à la race qui a composé le Mabharata et qui a inventé les échecs ; deux conceptions qui renferment quelque chose d'éternel et d'infini ». Mais entre la représentation positive et humaniste de cette Inde lointaine et celle prosaïque des Indiens du Mozambique, la distance était grande.

C'est à travers les deux problèmes économiques épineux qu'affronte la colonie – les conséquences de la crise de 1929 et la définition par l'*Estado Novo* d'une nouvelle politique pour tout l'Empire – que ce quotidien réserva un traitement spécifique aux Indiens. Le problème du chômage, déjà sérieux au Portugal, le deviendrait tout autant au Mozambique qui n'était pas en mesure d'absorber des « immigrants analphabètes » comme le font le Brésil et les États-Unis. Une enquête venait de montrer qu'il y avait 4 millions d'analphabètes au Portugal sur une population de 6 millions d'habitants. Si c'est pour transporter des sacs de café, les Africains le faisaient aussi bien ! Les numéros des 13, 15 et 16 janvier 1932 fustigent ainsi la métropole « qui ignore tout de la situation de la colonie ». Pour résoudre le chômage, il fallait d'une part mettre fin « à la politique de tolérance vis-à-vis de l'entrée des étrangers et des nationaux » bien que « pourraient entrer et résider dans la colonie, quelle que soit leur nationalité ou leur race, ceux qui sont détenteurs d'un dépôt bancaire d'au moins 1 000 livres ou de biens immobiliers d'une valeur équivalente ». Il fallait d'autre part « décider d'un quota obligatoire du personnel de nationalité portugaise dans toutes les firmes (commerciales, industrielles et agricoles) ». Les débats sur les quotas rapportés par le journal ne concernaient en fait que les Indiens. Ainsi, dans les vifs propos qu'échangeant, les 6 et 11 février 1932, l'*Associação comercial dos lojistas* (l'association des petits commerçants, qui exige un quota de 70 % de nationaux) et la *Comissão dos desempregados* (Commission des chômeurs) avec la *Câmara do comércio indiana* (Chambre indienne de commerce), on trouve réunis, d'une part, un condensé des préjugés

<sup>16</sup> Voir les remarquables études de J. CAPELA, 1995 et A. ISACMANN, 1972.

des petits colons blancs à l'égard des commerçants Indiens (« les *casas dos monhês* ne payent pas de salaires comme celles des Anglais et Portugais » ; « les 1 000 livres exigées des Indo-britanniques à leur entrée sont peu de choses proportionnellement aux millions qu'ils font sortir chaque année de la colonie » ; « leurs livres de compte et leurs opérations commerciales ne sont pas rédigées dans une langue européenne donc suspectes et frauduleuses »<sup>17</sup>). D'autre part, ces débats illustrent le contournement par la *Câmara do comércio indiana* de cette représentation négative. Les quotas imposés provoqueraient des conflits entre employés et employeurs et, de ce fait, on ne trouverait pas de Portugais disposés à servir des patrons *monhês*. Comme cela s'est déjà présenté antérieurement, l'autorité gouvernementale, en la personne du directeur des Affaires indigènes, tranchera selon le *statu quo* habituel qui ne portait pas préjudice aux Indiens : résoudre le chômage local<sup>18</sup> en consentant à un quota raisonnable d'emplois pour les étrangers et interdire toute immigration à l'exception des étrangers détenteurs de capitaux car ils créent des emplois (*O Direito*, 12 février 1932).

De son côté, le journal *O Direito* rappelait que la nouvelle politique de l'*Estado Novo* était élaborée par des hommes issus d'une dictature (10 février 1932), « nouveaux bacheliers, sauveurs de l'outre-mer, formés à l'École coloniale » (11 janvier 1932). Or le Mozambique ne pouvait se contenter ni d'une place de fournisseur de matières premières (coton, sucre) pour la métropole, ni de celle de débouché pour l'industrie métropolitaine. La mise en route de lois protectionnistes entraînerait au sein de l'Empire la ruine des colonies (13 octobre 1933). Et de conclure qu'il fallait impérieusement protéger la place du Mozambique sur les marchés étrangers, c'est-à-dire l'intégration régionale pour laquelle ces républicains s'étaient toujours battus. La colonie avait tissé des liens économiques<sup>19</sup> vitaux avec l'Union sud-africaine : chemin de fer, recettes du port de Lourenço Marques, convention pour le travail dans les mines du Rand. Mais cette défense d'une économie politique libérale s'associait bien sûr à celle d'un Mozambique portugais. Ainsi A. Nobre de Melo, avocat, écrivit de nombreux articles de fond sur la crise monétaire, s'interrogeant sur ce qu'il appelle une « totalité inexistante » (28 janvier 1932) : « Quelle valeur aurait une nation qui possède plusieurs colonies, si à l'intérieur, la langue, les us et coutumes, la monnaie sont des *padrões* [modèles] étrangers<sup>20</sup> ?

<sup>17</sup> *Nôlr* : *casas dos monhês*, boutiques des Indiens (en principe) musulmans.

<sup>17</sup> Cette accusation disparaîtra dans les années 1930 avec la nouvelle législation qui exigera la tenue de cahiers de comptes en portugais ou dans une langue européenne (*O Direito*, 6 et 11 février 1932).

<sup>18</sup> À Lourenço Marques, il y avait 280 chômeurs européens, 26 Indiens et 21 parmi les autres « races » (*O Direito*, 22 janvier 1932).

<sup>19</sup> Ces liens économiques vitaux avec l'Union sud-africaine ne seront pas remis en question par le nouveau régime mais ils connaîtront certains aménagements afin d'assurer une plus grande souveraineté de la métropole.

<sup>20</sup> De fait, beaucoup plus que le portugais, l'anglais était la langue des échanges dans la colonie ; les missions catholiques se sont toujours heurtées non seulement aux populations africaines païennes mais surtout à la résistance des populations islamisées du littoral et du Nord, sans parler de l'impossibilité à pénétrer les communautés indiennes hindoues ou musulmanes ; les comportements urbains, à forte composante ségrégative de la part des colons portugais, avaient pour modèle ceux de l'Union sud-africaine. Quant à la monnaie, c'est à partir des années 1930, que l'escudo mozambicain s'est imposé au détriment de la diversité des monnaies : livre sterling,

Qu'il y ait des entrepôts commerciaux<sup>21</sup>, soit, mais qu'ils soient portugais ! Nous achetons tout en or... mais cet or est très vite exporté, perdu. » Ce que laisse deviner le dépit de l'avocat A. Nobre, c'est que les Indiens comme les Anglais dominent la vie économique de la colonie ; c'est que les Indiens comme les Africains sont réfractaires aux efforts de conversion des missions catholiques. Pour Nobre comme pour les républicains de la colonie, il y a une « portugalité » à défendre au Mozambique, qui n'est pas identique à celle à laquelle prétend la métropole. Il s'agit d'affirmer l'existence d'une colonie portugaise (dont les marqueurs identitaires sont encore faibles : langue, religion, coutumes et monnaie) dans un espace mozambicain propre, inféodé à une économie libérale régionale.

Dans cette définition d'une portugalité comme accomplissement, les Indiens et *a fortiori* les Africains sont tout à fait absents. C'est un débat entre Blancs portugais coloniaux et métropolitain, débat fortement orienté en fonction des intérêts de chacun.

C'est dans les rubriques relatives à la vie quotidienne laurentine, que l'on y trouve quelques brèves allusions aux Indiens : rubriques nécrologie, jugements des tribunaux, sessions de la municipalité, ventes aux enchères, courrier des lecteurs, récits de voyage de Ismaël Costa, ancien administrateur de Mutarara durant la Première Guerre mondiale.

Dans son récit de voyage (25 janvier 1932) entre Chiromo et Blantyre, I. Costa aperçoit de rudimentaires « *cantinas de monhés* ». Il déplore que le gouvernement portugais ait obligé la « *comunidade indiana* » à construire ses établissements de commerce en dur, sous prétexte que son argent s'investirait davantage dans la colonie. « N'y aurait-il pas meilleur moyen pour que cet argent s'y fixe ? », se demande-t-il.

Un lecteur anonyme, partant du même constat, explique que si une partie des *cantinas des monhés* n'ont pas disparu, c'est qu'elles servent toujours aux *pretos* qui vivent dans le *mato*<sup>k</sup>. Dans ce cas, « ne vaut-il pas mieux accorder aux agriculteurs [portugais] la permission de commercer sur leurs propres terres ? » (1<sup>er</sup> février 1932).

Si les deux articles soulignent la pertinence du modèle des *cantinas* indiennes toujours vivaces, l'intérêt de l'ancien administrateur pour le développement de la colonie (par et avec les Indiens aussi) est quelque peu différent de celui du colon qui désire les exclure du commerce qui reviendrait alors aux mains des agriculteurs portugais.

S'agissant de la dénomination des Indiens, le terme péjoratif de *monhés* est utilisé chez nos deux auteurs, tout comme dans les vifs propos échangés entre la *Camara do comércio indiana* et la *Comissão dos desempregados*. Il est vrai que l'administrateur parle aussi de « communauté indienne », catégorie holistique qui renvoie à un ensemble s'opposant à un autre (eux/nous) et qui fait l'économie de tout profil concret. Dans les éditoriaux du quotidien et dans les articles savants

---

roupie, thaller... Jusqu'en 1942, dans le territoire de la Compagnie de Mozambique (Manica et Sofala), c'est une monnaie dénommée livre qui circulait toujours, alignée sur celle de la Rhodésie.

<sup>21</sup> Une partie des entrepôts commerciaux resteront entre les mains des étrangers, malgré la progressive nationalisation des compagnies à charte par l'*Estado Novo*.

<sup>k</sup> *Ndlr* : *pretos*, nègres (péjoratif) ; *mato*, brousse.

concernant la crise économique, c'est le terme d'« immigrants étrangers » (englobant théoriquement les Indiens, les Anglais et les autres Européens) qui est utilisé, laissant aux lecteurs le soin de réduire concrètement ce terme aux *Asiáticos* ou *Indo-britânicos*.

Peut-on conclure que ces défenseurs de la Première République donnent l'image d'une société coloniale basée sur l'entrecroisement d'intérêts économiques et sur la juxtaposition de groupes qui fonctionnent de manière quasi étanche, un peu à la manière dont Furnivall<sup>22</sup> décrivait le fonctionnement des sociétés multiraciales tropicales et coloniales d'Afrique orientale ? Dans cette représentation sociale segmentée, les Indiens ne peuvent être vus que sur la place du « marché » tout comme les Africains ne peuvent être appréhendés qu'en tant que main-d'œuvre corvéable. Mais cette représentation est appelée à se fracturer dans les années trente parce qu'un État fort, avec un projet national de développement, les embarquera dans une histoire à la fois impériale, portugaise, indienne et mozambicaine. Autrement dit, c'est lorsque le regard et les pratiques de l'État les « embarqueront » et les différencieront et lorsqu'eux-mêmes commenceront à « assumer » cette altérité qui les situe dans un champ social et culturel (et non seulement économique) commun (même partiellement), qu'on pourra parler de l'émergence des identités sociales dans la diaspora indienne.

### ***Une approche culturelle distanciée***

*Africana* se démarque de l'ensemble de la presse que nous avons examinée pour les années trente. Cette revue laurentine ne défend ni les intérêts corporatistes de la société coloniale ni ne se présente comme le porte-parole des *Naturais* tel *O Brado Africano*.

*Africana* est une revue littéraire mensuelle dont la durée de vie fut éphémère (d'avril à décembre 1933). Y collabore la fine fleur des écrivains, des nouvellistes et des poètes de la métropole<sup>23</sup> et de la colonie, diffusant les littératures portugaises et étrangères contemporaines, des articles substantiels sur l'actualité (telle la préoccupante montée du nazisme) et sur des courants d'idées novatrices (Freud et la psychanalyse). La revue publie tout au long de ses numéros une histoire de l'Inde et de l'Empire colonial portugais rédigée par Armindo Monteiro.<sup>24</sup>

<sup>22</sup> En partant de son terrain (Burma et les Indes Néerlandaises), J.S. FURNIVALL (1945) analysait les « sociétés tropicales » sous domination coloniale, comme étant constituées de groupes différents, définis par leur religion, culture, langue et façon d'être propres, et pour lesquels même la puissance de l'argent (le marché) ne parvenait pas à créer un consensus. Face à cette position, MORRIS (1956 : 194-211) défendait une thèse plus nuancée des relations entre le pluralisme culturel (racial) et le pluralisme social. À partir de son terrain (les Indiens en Ouganda), MORRIS a dégagé les nombreux liens qui unissaient les individus et les groupes dans les « sociétés plures » (sous domination coloniale ou en dehors de ce cas de figure) où la solidarité à l'intérieur d'un groupe n'empêchait pas l'existence de divisions internes et où des unités culturelles différentes ne coïncidaient pas nécessairement avec des unités socialement différenciées.

<sup>23</sup> Dont Aquilino Ribeiro, éminent écrivain de sensibilité socialiste, Albino Ferraz de Sampaio, M. Teresa et Serafim de Vasconcelos.

<sup>24</sup> Armindo MONTEIRO (1942) a été l'idéologue du colonialisme portugais du temps de la République et de l'*Estado Novo* et ministre des Colonies de Salazar dans les années 1930 : « La colonisation est la fonction historique de la nation portugaise, son essence organique (telle qu'elle



Étrangement, c'est dans cette revue destinée au public éduqué de la colonie, que nous avons rencontré la plus grande concentration d'encarts publicitaires des maisons de commerce indiennes. Ces encarts constituent l'unique trace de leur présence, car aucun texte ou aucune illustration ne les évoque. Sur un total de vingt-neuf encarts parus dans le premier numéro, les maisons indiennes en occupent treize et ne seront plus que sept dans le dernier. À l'exception de deux maisons de commerçants hindous, les autres appartiennent à des commerçants Indo-britanniques dont certains sont déjà très en vue à l'époque. D'ailleurs, nous les avons toutes retrouvées signalées dans l'*Anuário* de Lourenço Marques (1932). Elles regroupent des activités d'import/export, de commerce de gros et de détail (textile, mode et confection, produits orientaux, grains, bijouterie, horlogerie) destinés tant aux colons blancs qu'aux indigènes.

Pourquoi et comment une revue à caractère élitiste et à diffusion restreinte a-t-elle pu mobiliser les maisons de commerce indo-britanniques, dont les encarts publicitaires étaient quasi inexistants dans la presse examinée *supra*. Quelles sont les raisons qui ont poussé ces commerçants à y participer ?

La rédaction d'articles distants de la vie de la société laurentine, plus ouverts sur les courants de pensée qui se développent en Europe et sur une nouvelle façon d'incorporer l'histoire des peuples de l'Empire colonial (qui est pourtant la version officielle du nouveau régime) expliquerait-elle l'afflux des publicités des commerçants indo-britanniques ? Et le déclin de leur nombre renverrait-il simplement à l'inéluctable arrêt de la revue en raison de la censure qui s'abat sur toute la presse à partir de 1933 ?

### ***Une vision du nouveau modèle colonial***

Fondé le 15 avril 1926, juste avant la fin de la Première République, le quotidien *Notícias de Lourenço Marques* est devenu le journal officiel qui a traversé toute l'époque coloniale et qui se maintiendra jusqu'à aujourd'hui. Il nous donne de la présence des Indiens dans la colonie, une image relativement plus concrète et plus précise que les autres journaux. L'intérêt de sa lecture réside dans le traitement différent de thèmes récurrents évoqués en 1926 et en 1932, c'est-à-dire avant et après l'institutionnalisation de l'Acte colonial.

#### *L'intégration régionale : la société sud-africaine comme modèle et la nécessaire législation portugaise*

Sous les intitulés « problème indien », « présence indienne » et « question asiatique », divers articles de 1926 (25 avril ; 17 août ; 15 septembre ; 10 novembre ; 6 décembre) attestent de l'intérêt porté aux solutions que l'Union sud-africaine envisage d'adopter vis-à-vis de sa population indienne : une nouvelle loi votée au parlement du Natal, la ségrégation comme principe de la vie sociale, la rencontre des autorités avec Gandhi... Sans affirmer clairement, comme les autres journaux de l'époque, que des mesures similaires seraient souhaitables pour le Mozambique, la préoccupation majeure demeure l'absence d'une législation portugaise pour

---

a été consignée dans l'Acte colonial). Sa finalité réside dans un équilibre général économique, financier et social entre la métropole et l'Outre-mer». La politique coloniale doit se tourner vers « une intense nationalisation des hommes et des choses et en particulier vers la création d'une mentalité portugaise parmi les indigènes ».

arrêter un éventuel repli des Indiens vers le sud du Mozambique. Ainsi s'interroge-t-on sur la porosité des frontières qui laisseraient passer les Indiens en provenance du Natal et qui prétendent rentrer en Inde ; ou encore ceux qui à Durban sont refoulés en raison de la variole qu'ils « amènent ». Pour cela, toute l'attention est demandée au gouvernement vis-à-vis du mode de vie des *Asiáticos* qui mêlent dans un même espace, leur vie privée, leurs activités domestiques et leur commerce.

Inversement, à cette même époque, le regard que porte l'Union sud-africaine sur le Mozambique provoque un certain malaise. Une délégation de l'Union, à son retour d'Inde, passe par le poste frontière de Ressano Garcia, qu'elle décrit comme « une longue rue bordée de boutiques d'Asiatiques. Nous nous sommes demandé si les Portugais se préoccupaient comme nous de la présence asiatique. La réponse semble négative, car ici les Indiens de toutes les couleurs fourmillent, poursuivant par centaines les indigènes qui reviennent des mines du Rand » (*Notícias de Lourenço Marques* du 21 octobre 1926).

En 1932, la question indienne se transforme en « nouvelles de l'émigration » où on peut lire par exemple l'autorisation donnée par le gouverneur général pour le débarquement de quelques passagers indo-britanniques et pour le refoulement des autres vers l'Inde (6 octobre 1932). S'agit-il de montrer qu'une loi fonctionne enfin dans la colonie ? Le rapport (26 octobre 1932) sur la rencontre de la Chambre de commerce du Mozambique avec celle de l'Union sud-africaine concernant l'émigration de la main-d'œuvre mozambicaine et la question du paiement différé<sup>25</sup>, adopte un ton mesuré. Le poste frontière de Ressano Garcia, fourmillant de *cantineiros*<sup>1</sup> indiens, n'est plus évoqué. Nous verrons plus loin que leur évocation dans le *Notícias* sera le fait de quelques colons vétérans interrogés sur leur souvenir de Ressano Garcia à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

*Le Mozambique de 1926 à 1932, le fonctionnement d'une même loi pour tous*

Concernant la question du chômage, et à la différence des autres journaux qui sont partis en croisade hargneuse contre les Indiens, les articles publiés par le *Notícias* reconnaissent leur bonne volonté<sup>26</sup> de se conformer aux nouvelles dispositions

<sup>25</sup> Les accords sur le paiement différé établis par la Convention de 1928, entre le Portugal et l'Union sud-africaine, ne changeront pas pour l'essentiel jusqu'en 1977, date à laquelle prendra fin la dite Convention. Dans une première phase, ils stipulaient que 50 % des salaires des mineurs étaient versés au Rand et 50 % étaient envoyés au gouvernement de la colonie qui payait les mineurs en escudos à leur retour. En 1964, la révision de la Convention a établi à 60 % la part du paiement différé. La question de la réserve or a été capitale dans l'économie du Mozambique. Elle a permis à la colonie de régler sa dette envers la métropole entre 1958 et 1965. Signalons que jusqu'en 1971, l'once d'or valait 35 dollars. En 1973, avec la crise du pétrole, son prix a grimpé à 150 dollars. Ceci a autorisé le Mozambique indépendant en 1974, à réaliser jusqu'en 1977, des gains substantiels résultant de la vente de son or. Cf. J. Pereira LEITE (1990 : 365-401). Le retour des mineurs était très attendu au poste de Ressano Garcia jusqu'en 1930, puis à celui de João Belo, par des centaines de *cantineiros* (majoritairement *Asiáticos*) afin d'extorquer par tous les moyens (surtout en offrant femmes et alcool) les salaires des mineurs.

<sup>1</sup> *Ndlr* : petits boutiquiers.

<sup>26</sup> « Je ne suis pas de ceux qui prendraient la défense des Indo-britanniques [écrit un homme de loi], mais ils se sont jusqu'alors davantage conformés aux dispositions de la loi que les sujets grecs. » (*Notícias de Lourenço Marques* du 9 décembre 1932).

de la loi et rappellent que la structure du travail dans leurs maisons de commerce ne permet pas de résoudre le problème des chômeurs qualifiés. Leurs employés, dit un lecteur, homme de loi, sont de « véritables bébés et les employeurs payent des salaires de misère. » D'où la nécessité de lois réglementant les minimas d'âge et de salaire (16 décembre 1932).

Un autre thème récurrent concerne la question des faillites. Nous ne sommes pas en mesure d'énoncer si elles ont augmenté en raison de la crise entre 1926 et 1932, mais comme précédemment, c'est la façon d'en rendre compte qui est significative du changement.

Les différentes occurrences de cette rubrique en 1926 font l'objet de longs articles sur l'écriture en langue non européenne<sup>27</sup> des livres de compte, sur les opérations suspectes de « peu de moralité commerciale », sur les faillites en tant que stratagèmes pour la fuite des capitaux vers l'Inde... Il est expressément demandé au gouvernement d'intervenir à l'aide d'une législation efficace et coercitive dans l'utilisation des seules langues européennes et de prêter « une grande attention à la façon dont les *Asiáticos* s'enrichissent dans cette capitale » (*Notícias*, 15 septembre ; 14 octobre ; 14 décembre).

En 1932, les faillites entrent dans la rubrique des marchandises vendues aux enchères ou dans celle des jugements civils et commerciaux du tribunal d'instance de Lourenço Marques (7 novembre, 18, 26 et 27 décembre). En fait, très peu de cas de faillites étaient annoncés de la sorte en 1926. Nous savons que ces déclarations de faillite correspondent à une stratégie<sup>28</sup> pour ne pas rembourser les crédits empruntés ou pour échapper à la fiscalisation. Avec ce type de déclarations, les Indiens gagnaient du temps car la procédure de reconnaissance officielle pouvait durer trois ou quatre ans, ce qui permettait de fuir ou de réinvestir sous un autre nom).

On ne peut qu'être frappé par la différence dans le ton global des articles de 1926 et de 1932. Cette différence est un des signes qui nous donne la mesure du changement voulu par l'Acte colonial. Des appels pathétiques lancés en 1926 par les colons au gouvernement afin d'édicter une législation et de se donner les moyens de l'appliquer, du vocabulaire de méfiance qui exprime *ad nauseam* le

---

<sup>27</sup> En fait, la loi de 1922 interdisait les écritures comptables dans une langue non européenne. Sa mise en application ne fut effective qu'au début des années 1930. Notons que ces injonctions visant les commerçants indiens à mettre en ordre leur comptabilité, ouvraient de ce fait un nouveau marché de travail pour les comptables portugais, comme l'atteste l'annonce suivante adressée aux commerçants : « Tout commerçant honnête se doit d'avoir une comptabilité nette et à jour ». Signé : Santos de Oliveira et H. Casta, ancien bureau de H. Moura et C<sup>ia</sup>. « Avec les meilleures références, nous acceptons d'établir les comptabilités à la maison » (*Notícias de Lourenço Marques*, 15 septembre 1926). En réalité, ces mesures visent à régulariser la situation des commerçants indo-britanniques qui sont majoritaires au sud de la colonie où ils contrôlent tout le commerce.

<sup>28</sup> La *Gazeta da Relação* de Lourenço Marques (revue critique des tribunaux publiée mensuellement entre mars 1930 et juillet 1931) nous permet d'avoir une vision plus fine de ces procès civils et commerciaux. Les stratégies de déclarations des faillites des Indiens sont préoccupantes pour le législateur depuis plus d'une décennie. Leur finalité est la fuite des capitaux pendant que la procédure judiciaire suit son cours. La gazette dénonce un système de crédits en chaîne et de complicités entre crédateurs et débiteurs. Porter plainte contre X n'est donc jamais l'objectif prioritaire de ces déclarations.

stéréotype négatif du commerçant indien, nous passons en 1932 à une volonté de faire fonctionner la loi qui devient d'ailleurs le langage par lequel sont abordées les faillites. Elles sont présentées comme des informations formelles et judiciaires concernant autant les Indiens que les Portugais. Ce que nous mesurons là, ce n'est pas la vérité des propos, mais le repérage du fonctionnement d'un élément symbolique nouveau qui se donne à voir : la loi.

Plus forte est la présence de la loi lorsqu'elle se donne à voir dans la *société civile* : vols, litiges, agressions constituent une autre rubrique privilégiée qui nous donne des exemples concrets de son fonctionnement et une image différenciée de la société.

Pour l'année 1926, le *Desfalque do BNU* (le détournement à la Banco nacional do Ultramar) rapporté dans plusieurs numéros offre un grand intérêt. Le scénario est décrit dans le menu détail. Suite à la déclaration de vol de la BNU, sont arrêtés un employé (António Albino da Costa) et le gérant indo-portugais de la Casa Choitram (7 septembre 1926). Le commissariat de police a recours à un médiateur indo-britannique, Abdul Karim Ayob, gérant de la Casa Coimbra, maison bien établie depuis 1890, et non moins prestigieuse que la Casa Choitram. Ce jour-même, la Casa Coimbra fait passer un encart publicitaire<sup>29</sup> (8 septembre 1926) approuvant le rôle de médiateur de son gérant. Le 14 septembre 1926, le montant du vol est estimé à 20 000 £. Le 27 septembre 1926, le tribunal ferme les établissements de Choitram et le 11 octobre 1926, on découvre qu'ont été impliqués A. da Costa qui doit payer 20 000 £, Choitram 15 000 £ mais aussi le médiateur Abdul K. Ayob, pour 10 000 £ ! Le journal mentionne que ce dernier est le seul à avoir pu payer l'amende et éviter la prison.

Que le tribunal ait eu recours à un médiateur indien, gérant d'une maison de commerce dont les propriétaires constituent la notabilité de la communauté indienne sunnite, n'a rien d'étonnant. Ce qui surprend en revanche, c'est la stratégie du médiateur qui gère l'image de cette maison dans la presse avant même que le verdict de son inculpation ne soit prononcé. Ceci demande non seulement des moyens matériels mais surtout du pouvoir et des liens de reconnaissance et de prestige dans la presse coloniale et avec les autorités administratives.

En 1932, sont répertoriées dans la rubrique « Chronique de la capitale » diverses plaintes pour agressions et vols. Bien entendu, il s'agit de celles qui sont parvenues au commissariat de police. Nous constatons que les Indiens font surtout partie des plaignants dans les cas de vols qui sont le fait des « indigènes » au service de leurs commerces (17 décembre 1932 ; 21 décembre 1932) alors que les cas d'agressions concernent les relations entre les Indiens et les Européens (29 décembre 1932). Dans ces rapports de police, les Indiens sont désormais dénommés selon leur appartenance indo-portugaise ou indo-britannique.

En 1932, le *Notícias* donne de Lourenço Marques l'image d'une capitale où doivent se déployer les premiers signes d'une « portugalité » absorbant selon un schéma corporatiste les différentes catégories sociales. Ainsi, un long article

<sup>29</sup> « M. Abdul Karim Ayob, gérant de Casa Coimbra, qui s'est rendu au commissariat de police afin de procéder aux vérifications et éclaircissements des déclarations faites par Albino Costa – vérifications qui se terminèrent de façon satisfaisante lundi soir – est déjà retourné à la gérance de sa maison de commerce digne de confiance » (*Notícias de Lourenço Marques*, 8 septembre 1926).

consacré au « Scoutisme et son évolution en métropole et au Mozambique » (24 décembre 1932) fait mention d'un groupe qui vient de se fonder « éveillant l'intérêt de nos jeunes car il est intégralement constitué d'Indiens ismailis qui se sont associés au mouvement à la demande du Chef Suprême de leur caste » [*sic* !]. Mis à part les Goanais, notons, qu'au niveau de la presse, c'est la première marque de distinction (sans doute aussi voulue comme telle par la communauté ismaili) que nous avons relevée au sein de la communauté indienne. Pour le mouvement des scouts ismailis, c'est un signe de leur adhésion au modèle corporatiste (nous ne discutons pas s'ils y ont été obligés). C'est aussi une manière de garder la bonne distance (puisque précisément ce modèle ne mêlera pas tous les scouts ensemble, mais s'assurera que dans chacun de ses segments fonctionne le même esprit). En ce sens, le modèle corporatiste d'un État fort ne peut qu'ouvrir une brèche dans les pratiques d'indifférence sociale qui étaient leur lot quotidien sous le gouvernement de la Première République.

Un autre exemple rapporté par le *Notícias* en 1932, est la contestation d'un lecteur, un *pardos*<sup>m</sup> refusant cette désignation utilisée par le journal et demandant la rectification appropriée. « Ce terme est banni de nos statistiques, dit-il, car les seules races connues sont la blanche, la noire et la jaune<sup>30</sup>. Où est-on allé chercher la désignation bizarre de couleur "parda" ? S'il s'agit des Indiens, pourquoi ne pas les désigner en tant qu'Indo-portugais ou Indo-britanniques et si ce sont des métis, pourquoi ne pas les nommer comme tels ? » (9 décembre 1932). La revendication du droit à être considéré selon des termes que tout un chacun est amené à respecter, permet au lecteur goanais, reprenant explicitement à son compte la dénomination de la statistique officielle, de récuser le terme péjoratif de *pardos* et de demander son remplacement par celui de métis ou bien d'Indo-britannique ou d'Indo-portugais. Dans cette identification au législateur, l'interlocuteur goanais dit qu'il fait partie de cette société qui pense que les identités se déclinent selon les races « acceptables » (dont les métis) ou selon les origines sur le sol indien. Certes, il n'innove en rien, mais il répercute (ou plutôt il prend le droit qu'on lui octroie de répercuter, et cela est nouveau) ce qui doit disparaître des dénominations officielles<sup>31</sup> péjoratives telles que *monhés* et *pardos* et devenir pour un temps transitoire comme « Indo-britanniques et Indo-portugais ou métis » en attendant d'être remplacées par « Indiens » avant de se fondre dans les années soixante dans les « citoyens portugais ».

### **La voix des naturels**

*O Brado Africano*, hebdomadaire bilingue (portugais-landim) qui paraît entre 1918 et 1983, se veut l'organe de défense des « *naturais das colónias portuguesas*<sup>n</sup> ». Il est

<sup>m</sup> *Ndlr* : terme en général utilisé au Brésil pour désigner les métis de Blanc et de Noir.

<sup>30</sup> Les jaunes, dits *amarelos*, renvoient aux Chinois.

<sup>31</sup> Tous ces ajustements dans les dénominations des Indiens, renvoient aux mesures concrètes liées à l'histoire de la nationalisation et de l'assimilation, telle que l'a conduite l'*Estado Novo* dans ses colonies. (Qui est portugais ? Qui peut le devenir et sous quelles conditions ? Quelles institutions vont mettre en pratique une certaine vision de l'assimilation ? L'Église, l'École, l'Armée...)

<sup>n</sup> *Ndlr* : *naturais* peut se traduire par natifs ; dans ce cas, il s'agit des Africains noirs ou surtout métis, mais a pu désigner aussi les Blancs nés dans la colonie.

essentiellement rédigé par des métis, porte-parole de « la race noire afin de lui garantir ses droits et de meilleurs privilèges » (11 février 1933). Il prône fortement l'idée d'un développement agricole<sup>32</sup> de la colonie afin que les Africains ne soient plus condamnés à travailler dans les mines d'Afrique du Sud.

Dans le dédale d'une représentation de la population en termes de races, de couleurs et d'origines, celle des Indiens (purs/métissés ; indo-portugais/indo-britanniques ; goanais) est une opération délicate. Les articles du *Brado*, pour les années examinées, sont souvent tributaires des circonstances qui accentuent ou minorent des représentations récurrentes.

*O Brado* prend la défense des Indo-portugais, chrétiens et non chrétiens :

« Ce sont des colons venus de Diu, Damão et Goa qui se sont fixés dans la colonie afin d'améliorer et de coloniser notre Afrique. Propriétaires, fonctionnaires compétents, commerçants, industriels et travailleurs, ils ont été de véritables pionniers alors que les frères de la métropole ont émigré au Brésil, refusant de venir dans ce marécage, considéré comme le territoire des Malgaches et des criminels. Nous protestons fortement contre ceux qui ont osé les appeler des intrus alors que des métropolitains drainent autant qu'eux l'or et l'argent vers la métropole au lieu de l'investir sur place dans des propriétés et des entreprises » (10 octobre 1931).

Malgré les vexations qu'ils subissent au début des années trente, leur sort demeure plus enviable que celui des Africains. Ainsi, *O Brado* rapporte, le 24 janvier 1931, la requête que les Goanais ont adressée au gouvernement de l'Inde portugaise relatant les difficultés qu'ils rencontraient pour être recrutés dans le corps des fonctionnaires, en raison de la nouvelle législation exigeant une cinquième année de lycée qu'ils ne possédaient pas. Ils demandent explicitement à leur gouvernement d'intervenir auprès des autorités compétentes du Mozambique. Commentant cet événement, et tout en disculpant le magistrat suprême du Mozambique, tributaire de ses informateurs, le journal conclut : « Si c'est ainsi que sont traités les Indo-portugais qui ont recours à une autorité qui peut les défendre, que dire alors du Noir, cet étranger nationalisé (*nacionalizado*) qui ne peut avoir recours à personne ? » (24 janvier 1931).

Remarquons au passage le pluriel accordé à la désignation « des Indo-portugais » qui contraste avec le singulier totalisant pour désigner « le Noir », ce qui contribue à la représentation d'impuissance, d'anonymat et d'invisibilité dans laquelle ce dernier est plongé.

Sous le titre « Colonisation et humanisation », les éditoriaux de *O Brado* (19 septembre et 3 octobre 1931) fournissent une vision beaucoup plus complexe de la société coloniale qu'il n'y paraît de prime abord :

« Alors que le *monhé* peut monter dans n'importe quel moyen de transport sans être vilipendé<sup>33</sup>, alors que l'Indo-portugais peut concourir comme cadre dans la fonction

<sup>32</sup> Profitant de la définition d'une nouvelle politique économique de l'*Estado Novo*, nous avons déjà rencontré cet appel impérieux au développement agricole de la colonie dans la presse porte-parole des intérêts des colons, qui pour des raisons différentes, alléguaient l'endiguement « de la saignée des travailleurs africains abandonnant leurs terres pour le travail dans les mines ».

<sup>33</sup> Lors de la création du tramway en 1904 à Lourenço Marques, le règlement élaboré par la municipalité stipulait que les « indigènes » et les « Asiatiques » ne pouvaient voyager que dans

publique sans être vu comme un intrus, et qu'il y a mille variétés de races, de types divers aux couleurs les plus étranges auxquels il est tout donné sans humiliations ni vexations, le Noir a pour disgrâce de porter la couleur du deuil et de la douleur. Hormis les Noirs qui vivent dans l'inversion humaine, toutes les races et couleurs ont leur place dans la colonie. »

En fait, ces éditoriaux font référence à deux modèles : celui d'une vie quotidienne prise dans des catégories et des pratiques racialisées dont la société sud-africaine est le modèle de référence explicite et celui que la métropole essaie de mettre en avant en ce début des années trente. Les Portugais qui viennent ici, « en terre portugaise [*sic*] devraient implanter des us et coutumes qui leur appartiennent en propre », toutes qualités liées à la mère patrie, opposées à celles « du voisin anglais qu'il est inutile de copier servilement. La métropole serait donc capable de donner un contenu à celui qui est désigné comme le *natural da colônia* sans distinction de race, de nationalité, de religion et de couleur politique » (19 septembre 1931). Cet espoir du point de vue des *naturais*, produits d'un métissage, permettrait alors d'échapper au destin de la ségrégation des populations et des communautés. Du côté du gouvernement, les formes concrètes de l'intégration culturelle, sociale et politique qui auront pour noms les entreprises de portugalisation, nationalisation et assimilation, constitueront successivement une opportunité, pour une partie des divers groupes vivant dans la colonie, d'entrer dans la construction de leurs identités sociales et dans le jeu des relations conflictuelles (partiellement et de façon ambiguë) car la société coloniale demeurera fortement excluante et la nature du régime dictatorial tentera d'en juguler toute expression d'opposition.

Si le terme de *natural* englobe toute personne née dans la colonie, comme le prétend *O Brado*, les Indiens n'en font cependant pas tous partie de la même manière. En somme, on peut dire que ce journal, en ces années 1931 et 1932, est préoccupé à mesurer la nature de ce qui fait la différence parmi les populations susceptibles de constituer la catégorie des *naturais*. Ainsi, les Goanais qui se sont mêlés aux Africains sont presque des *naturais*. Les autres Indo-portugais chrétiens et non chrétiens, (« *os colonos da nossa*<sup>34</sup> *Índia portuguesa* ») du fait de leur ancienneté et du partage supposé d'une culture particulière fortement influencée par les Portugais, viennent en seconde position. Enfin, les Indo-britanniques, majoritairement musulmans<sup>35</sup>, demeurent « *os senhores indianos* » ou les *monhês* et ne font pas

---

des endroits réservés, accrochés aux marche-pieds, jamais assis dans les wagons. Ce règlement sera assoupli quelques années plus tard et ne seront admis dans les wagons que les voyageurs décentement habillés à l'europpéenne. En 1911, la ségrégation, résolue pour les « Asiatiques », perdue pour les Africains. L'exclusion raciale concerne aussi le corps des fonctionnaires. En 1912, la Compagnie des tramways engage trente-trois conducteurs et compositeurs dont quatre *pardos*, voir l'article de V. ZAMPARONI (2000).

<sup>34</sup> Dans la notice nécrologique de Abdul Lalâ (11 novembre 1933), musulman indo-portugais, *O Brado* le présente comme « un vieux colon de notre Inde potugaise. Très populaire, ami de tous au point que sa maison penait l'aspect d'un asile de mendiants, il a toujours vécu sur cette terre où il est venu il y a plus de quarante ans » [traduction de la rédaction]. Notons le possessif de « notre Inde portugaise » dans lequel le « *natural* », qui écrit l'annonce, s'assimile ou fait semblant de s'assimiler à la posture du colon portugais qui parlerait de son Empire colonial.

<sup>35</sup> En 1927, *O Brado* avait relaté dans ses colonnes la cabale qui avait opposé l'Association

partie des *naturais*. Le 9 décembre 1933, *O Brado* leur consacre un article anonyme important sous le titre « Associations religieuses musulmanes » qui met en scène les relations entre les Indiens et les Africains musulmans. On rappelle tout d'abord le contexte de la campagne de « nationalisation » par la langue et par l'école pour les Africains ainsi que la nécessité d'instruire les indigènes dans des écoles agricoles « adaptées à leur destin ». Ensuite, on dénonce la perte de temps subie par les enfants africains musulmans dans les écoles musulmanes qui mélangent toutes les classes d'âges et qui déprécient l'enseignement de la langue portugaise. Pourquoi donc « *os senhores indianos* » n'y envoient-ils pas leurs enfants ? « Ils sont responsables du retard d'une partie de la jeunesse africaine qui fréquente ces écoles. Il faut faire comprendre à l'Association mahométane que les dépenses d'argent dans des banquets en hommage à Notre Prophète Mohammed ne sont pas meilleures que celles qui seraient affectées à l'instruction, à l'éducation et à la civilisation. »

Les clivages au sein de ceux qui professent la religion musulmane iront en s'accroissant dans la colonie : d'un côté, les Indiens (sunnites et ismaélites) majoritairement indo-britanniques ; de l'autre, les Africains et les métis afro-indiens. Des associations les représentent respectivement, sans être pour autant excluantes : l'Association mahométane indienne (fondée et gérée par les Indo-britanniques), l'Association afro-mahométane (regroupant les confréries africaines) et l'Association *Anuaril Isslamo* (pour les métis indo-africains dont la communauté indienne payait en fait toutes les charges, de la mosquée à l'école).

Ainsi, depuis sa fondation en 1918, *O Brado* a toujours exprimé une forte hostilité envers les Indo-britanniques, puis, au fil des ans, envers tous les Indiens, Goanais et Indo-portugais compris. Pour ces années allant de 1926 à 1933, le *Notícias de Lourenço Marques* est le seul journal qui nous livre une appréciation mesurée des comportements de la communauté indienne ainsi que les premiers signes de l'intégration de certaines de ses strates dans le nouveau projet colonial. Tous les autres quotidiens ou hebdomadaires évoqués, malgré leurs intérêts sociaux, politiques ou économiques divers, ont du mal à se dégager de la représentation globalement négative, holistique et récurrente du « commerçant indien ».

## **Les lendemains de la Deuxième Guerre mondiale et l'indépendance de l'Inde : l'année 1947**

Dans le contexte de l'après-guerre, où l'*Estado Novo* s'appête à une évaluation de la politique coloniale en vigueur depuis les années trente, le *Notícias de Lourenço*

---

afro-mahométane aux Indiens musulmans au sujet de la langue d'enseignement dans les écoles de la communauté. Déjà en 1907, Ahmad Dulla Ismaël avait traduit les textes et les livres scolaires de l'arabe au ronga et diffusait ainsi son enseignement dans son école à Malanga, quartier très populaire de la banlieue de Lourenço Marques. Pour des raisons qui nous restent obscures, les Indiens musulmans s'y opposèrent fortement et occupèrent en 1927 les locaux de l'école (qu'ils finançaient par ailleurs), exigeant que l'enseignement des textes sacrés se fasse uniquement en arabe. Dans ce climat de tension, *O Brado* a lancé une réunion « convoquant tous les Africains » et le conflit s'apaisa avec la construction d'une école propre aux Afro-mahométans (en zinc et bois jusqu'en 1938 et en dur par la suite). Voir pour la chronologie et le commentaire de cet événement l'article de V. ZAMPARONI (2000).



*Marques* de 1947 rend compte des événements cruciaux qui croisent cette année l'histoire du Portugal avec celle de l'Inde et de l'Afrique australe.

Sur le plan national, une double commémoration exalte au maximum la fibre nationaliste : celle du 800<sup>e</sup> anniversaire de l'expulsion des Maures et celle du discours de M. Caetano du 28 mai<sup>36</sup>.

Sur le plan international, les négociations et les émeutes qui se déroulent en Inde, de la veille de son indépendance à la partition Inde/Pakistan, occupent une place de choix dans le quotidien *Notícias*, traduisant une préoccupation claire du gouvernement portugais attentif aux conséquences politiques de cette indépendance sur les populations indiennes des territoires de l'Inde portugaise. On note aussi une attention particulière portée aux « États musulmans » de l'Union indienne et au nouvel État du Pakistan. Entrent également dans la même foulée de préoccupations, les situations spécifiques de la diaspora indienne d'Afrique orientale et australe.

Quant aux plans de mise en valeur de la colonie, avec les travaux d'infrastructures entrepris à partir des années quarante, ce sont les rubriques relatives à la colonisation et à l'occupation des terres ainsi qu'à la culture du coton, et les numéros spéciaux consacrés aux monographies (comme celles sur Ressano Garcia et Beira) qui traduisent le mieux l'orientation économique mise en œuvre par l'*Estado Novo*, liant la métropole au Mozambique.

La vie quotidienne des Indiens du Mozambique, se décline dans de nombreuses rubriques telles que les notices festives, les annonces matrimoniales, les publicités personnalisées et les élections d'associations. Que traduit ou trahit ce qui est donné à voir ?

Enfin, les publicités des maisons de commerce indiennes constituent en soi un champ d'analyse : quantitativement très importantes (surtout pour les Indo-britanniques), elles sont riches d'informations (réseaux et types de commerce).

### ***L'Empire portugais confronté à l'indépendance de l'Inde et à la création de l'État du Pakistan***

Du 1<sup>er</sup> janvier au 14 juin 1947, tous les numéros du *Notícias* rendent compte avec moult détails de la situation en Inde à la veille de son indépendance. Ce sont les différents courants à l'intérieur du Congrès, les analyses sur la situation socio-économique du pays, la crise politique et l'absence de la Ligue musulmane à l'Assemblée constituante, la position particulière du Penjab et du Cachemire, les problèmes spécifiques des *Native States*<sup>37</sup> dans leur intégration à la grande Inde ainsi que toutes les nouvelles alarmantes (les potentats qui s'arment contre

<sup>36</sup> Le 28 mai 1926, l'armée avait pris le pouvoir et mis fin au gouvernement de la Première République minée par les luttes de partis. Deux ans plus tard, la doctrine de la « révolution nationale » se mettait en place, Salazar étant d'abord appelé au portefeuille des Finances puis à la présidence.

<sup>37</sup> Cette rubrique n'est pas anodine puisque la quasi-totalité des Indo-britanniques installés au Mozambique sont originaires du Gujarat, province, qui sous l'administration britannique, comptait le nombre le plus élevé de *Native States* [*Nalr* : réserves indigènes de peuples non castés] qui posèrent des problèmes spécifiques quant aux modalités de leur intégration à l'Union indienne lors de l'indépendance. Voir V.P. MENON, (1956) et J. WOOD (1984).

le peuple, les désordres sanglants d'Amritsar, les sikhs qui refusent le plan britannique...)

L'Inde, c'est aussi l'Empire perdu, dont Augustino de Carvalho retrace l'histoire en parallèle à ces événements dans la rubrique « L'Inde et les Indiens : histoire, religion et société ». Qu'en est-il surtout de l'Inde portugaise dans ce nouveau contexte ? Déjà le *Notícias* du 21 janvier 1947 rappelait que l'Inde portugaise, dans le cadre de la Constitution de la République, aspirait à une plus grande décentralisation administrative et à une autonomie financière qui impliqueraient davantage les « naturels de la province à la gestion des affaires publiques ». Le 2 juillet 1947, le quotidien rapporte l'éditorial du *Diário da Manhã* (Lisbonne) dans lequel le ministre des Colonies affirme l'existence de « Portugais indiens ». Cette catégorie hautement assimilationniste (culturellement et politiquement) est un produit de la colonisation portugaise, « dont a été incapable la colonisation britannique... Si géographiquement Goa est indienne, socialement, religieusement et culturellement Goa est européenne » (30 novembre 1947). Les affirmations fanfaronnées du *Diário da Manhã*, en réaction aux « rumeurs » sur les intentions de Nehru en cette fin d'année, cachent le sentiment d'une menace imminente.

À partir de juillet de cette même année, apparaissent les *Lettres de Nova Goa*, sorte de bulletin sur la vie de cette colonie ainsi qu'une rubrique non moins importante intitulée « Le problème de l'Inde portugaise ». Dans les lettres, pointe la crainte du retour de l'Inde portugaise à l'Union indienne. D'où l'intérêt du Portugal vis-à-vis des Indiens musulmans de ce pays et de Karachi – intérêt qui s'exprime sous une forme anecdotique<sup>38</sup>, révélant le souci de l'administration de Goa de compter sur une certaine population et de se préparer à un éventuel repli. Même les Indo-portugais du Mozambique n'échappent pas à ce climat de suspicion, confirmé par les propos du président de l'Association indo-portugaise de Lourenço Marques lors de la fête de confraternisation : « J'espère revoir, dans ce centre les Indo-portugais, qui depuis un temps s'en sont éloignés. Ce centre ne peut être voué à l'oubli par ses fils » (22 septembre 1947).

### ***Bilan de la colonisation du Mozambique depuis 1926***

Quant aux effets de la politique de « colonisation » de l'*Estado Novo* au Mozambique, nous pouvons les saisir à partir des numéros spéciaux du *Notícias de Lourenço Marques* qui sont consacrés à ce thème. Ainsi, le numéro spécial du 21 janvier 1947 est dans sa quasi-totalité consacré à la région frontrière de Ressano Garcia. De longs entretiens avec les plus anciens colons évoquent son histoire : l'Église, les indigènes revenant des mines du Transvaal, le club récréatif. Seul le colon le plus anciennement installé (en 1913) témoigne de la présence des Indiens : « Il y avait en ce temps-là seulement deux maisons de commerce européennes, le reste était entièrement aux mains des Asiatiques ». Faudrait-il en conclure que leurs maisons de commerce avaient disparu en 1947 ? Les encarts publicitaires sont là pour nous dissuader de notre méprise.

<sup>38</sup> Citons par exemple « Le Nizam d'Hyderabad offre vingt bourses d'études à des jeunes musulmans de Goa. Nous avons pu très rapidement trouver cinq jeunes dans chaque district » ou encore « À Karachi sera fondée l'organisation de la jeunesse goanaise (*a mocidade goesa*) qui aura des liens avec l'Association essaimée dans le reste de l'Inde ».

Sur les treize encarts publicitaires, cinq appartiennent à des maisons indiennes dont quatre sont hindoues : soit, les maisons Tigre fondée par Jesang Devraj, Baboo de Kakoobai, Gokan de G.K. Raichura (fondée en 1925), Mohane de M. Jadavji et C<sup>o</sup> et Sidat de M. Moossa Sidat avec une photo à l'appui de cette dernière.

Dans un autre numéro spécial consacré cette fois à la ville de Beira, les maisons indiennes sont aussi présentes à travers les encarts publicitaires : les *Casas* D. Anandjee, L. Ramdas, Darayam, C. Mulji, E. Baba et A. Ahmad. Quatre d'entre elles sont hindoues.

Alors que les maisons de Ressano Garcia sont tournées vers la vente en gros et au détail des produits d'épicerie destinés surtout aux indigènes, celles de Beira offrent des produits plus variés et ont le souci d'afficher leurs réseaux et succursales qui vont de Bombay à Salisbury en passant par leurs agents et représentants en Angleterre, au Portugal et en Union sud-africaine pour la maison Darayam par exemple.

Du côté des colons, comment fonctionne cette occultation de la présence des commerçants indiens ? Il est vrai qu'ils sont toujours préoccupés par le problème insuffisamment résolu de l'occupation des terres. Dans le *Notícias* du 10 février 1947, ils la justifient de la manière habituelle :

« La politique de métissage culturel n'a jamais marché au Mozambique et cela a été notre expérience depuis 500 ans... Le Mozambique portugais doit être gouverné par la race qui l'a découvert et doit être peuplé, autant que possible, par celle qui lui permet de grandir. Nous ne voulons pas l'expulsion des indigènes comme cela se fait en Afrique du Sud. Nous partageons l'idée de ceux qui veulent les civiliser, mais nous ne voulons pas leur confier les destinées du pays. »

La colonisation se décline comme « l'héritage d'une mission sacrée » civilisatrice ; mais encore faut-il peupler la colonie ! La grande affaire demeure la création de centres de peuplement. Une colonisation efficace devrait être accompagnée « d'une concession de licences de commerce aux Européens plutôt qu'aux qu'aux Indiens... cela se passe déjà à João Belo »<sup>39</sup>.

Le jugement porté par le *Notícias* sur les mesures concrètes de la colonisation depuis l'avènement du nouveau régime, est sévère. La colonie souffre toujours d'un manque de crédits, de plans de production et le commerce est toujours entre les mains des Indiens. « Le territoire est grand, nous dit-on, et la transposition d'une agriculture familiale (précapitaliste) du Portugal au Mozambique ne peut importuner la vie des indigènes avec lesquels d'ailleurs aucun métissage naturel ou culturel n'est possible ». Le sort des Indiens est plus compliqué. Ils constituent des concurrents commerciaux chevronnés. Le seul moyen dont disposent les colons pour contourner mentalement leur présence, est la dénégation, telle qu'elle est attestée dans les pages de ce quotidien, et comme nous l'avons fait remarquer à partir de leur présence/absence des numéros spéciaux consacrés à Ressano Garcia et à Beira.

<sup>39</sup> De fait, Vila de João Belo (nouveau nom de l'ancienne Xai Xai) est, depuis 1930, le poste où est versé aux mineurs revenant du Rand le complément de leurs salaires. Voir note 26.

### ***L'Afrique australe et le combat de la communauté indienne pour son intégration***

Comme nous l'avions déjà noté, la presse des années trente était très attentive à tout ce qui se passait en Afrique du Sud tant du point de vue économique que social, concernant les lois et les pratiques de ségrégation. Elle se montrait inquiète aussi par rapport à l'émigration clandestine des Indiens dans la partie méridionale de la colonie, crainte qu'elle n'a jamais pu exprimer clairement de peur d'incommoder la Grande-Bretagne. Or les documents officiels rendent compte d'une émigration continue qui est l'expérience de fait du Mozambique, émigration provenant non seulement d'Afrique australe mais aussi d'Afrique orientale. En 1947, à la différence des années trente, c'est la communauté indienne d'Afrique australe en tant que telle, dans son expression politique et sociale, qui est l'objet de l'intérêt du *Notícias de Lourenço Marques*.

Elle est décrite comme combative et soucieuse de son avenir. Le 22 août 1947, le Mémorandum présenté au gouverneur du Natal est rapporté, dans lequel elle exige la scolarisation de ses enfants (éducation gratuite jusqu'à la sixième classe, multiplication des écoles publiques, égalité des salaires des enseignants indiens avec ceux des Européens). Une semaine plus tôt (31 juillet 1947), le *Notícias* rapportait les résultats des recherches présentées par l'Institut d'échange racial de Durban. « Étant donné que les neuf dixièmes de la population de cette province ne sont pas européens, le seul moyen d'y assurer le personnel des services, serait l'instruction des non-Européens ». Cette recommandation, tout comme la revendication des Indiens du Natal, sont interprétées comme les signes de la volonté d'intégration de cette diaspora qui engage son avenir en Afrique du Sud.

Du point de vue politique, le *Notícias* relève scrupuleusement les signes qui témoignent de la loyauté de la diaspora indienne à la Grande-Bretagne : dissensions entre les Congrès indiens du Natal et du Transvaal (d'orientation communiste et d'implantation ancienne) et l'Organisation indienne de ces deux provinces (nouvellement constituée, appelée à négocier le rétablissement des relations diplomatiques entre l'Inde et l'Union sud-africaine), photo de la communauté indienne de Durban réunie autour de la famille royale d'Angleterre lors de son voyage en Afrique du Sud (4 avril 1947). Ces signes constituent un élément réconfortant qui n'échappe à aucun lecteur de l'époque. D'un côté, alors que l'Inde œuvre à son indépendance, sa diaspora (musulmane et hindoue) renouvelle sa loyauté envers la Grande-Bretagne ; d'un autre côté, et comme par anticipation, cela pourrait se produire entre les Indo-portugais et le Portugal si à l'avenir Nehru pensait « re-conquérir » Goa, Damão et Diu. Le problème ne se pose pas pour les Indo-britanniques dont la majorité s'est définie en faveur du nouvel État du Pakistan.

### ***La communauté indienne du Mozambique face à l'indépendance de l'Inde***

En 1947, année où les événements liés à l'indépendance de l'Inde sont massivement rapportés, sous quelle forme les positions de la population indienne résidant au Mozambique sont-elles attestées compte tenu de ses origines et religions diverses ?

Le 15 août 1947, six pages entières d'encarts publicitaires, aux dimensions gigantesques appartiennent aux plus grosses maisons de commerce indiennes. Six

sont musulmanes (Casas Coimbra, Osman Aboobakar, Adamo, Abdool Rehman Ayoob, Gulamhussein, Tharani) et cinq sont hindoues et parsies (Popatlal, Kakoobai, Mangalji, Gokaldas, Ginwala). Hormis les dimensions exceptionnelles de ces encarts, elles se présentent comme d'habitude, relatant la nature de leur commerce (export/import ; gros/détail), les produits offerts, les services proposés (dans la ville, les districts ou à l'étranger), les succursales et les réseaux, les qualités essentielles (sérieux, honnêteté, meilleurs prix et meilleures conditions). Dans cet ensemble, la Casa Coimbra tranche. Elle s'annonce une première fois, séparée des autres, et inscrit solennellement :

« Ce jour étant le jour du « Pakistan »  
cette maison ferme l'établissement  
toute la journée, ouvrant à nouveau samedi. »<sup>o</sup>

Ce qui est remarquable, c'est qu'elle annonce ce dont personne ne parle dans le *Notícias* de ce jour : l'indépendance du Pakistan alors que le journal consacre deux articles<sup>40</sup> à l'indépendance de l'Inde, rédigés par un hindou et un musulman de la colonie (sans doute dans un souci de partialité). On ne peut que prendre conscience du poids que représente cette maison prestigieuse, respectée, « bien placée » dans ses relations avec le pouvoir et avec le journal, pour faire passer une telle annonce.

Quant aux Indo-portugais, leurs manifestations sont très discrètes et leur loyauté obligée, en tant qu'assimilés, ne les autorise pas à fêter ce jour de l'indépendance de l'Inde. Ainsi, on peut lire au bas d'une page que les commerçants indo-portugais « maintiennent leurs établissements ouverts aujourd'hui et demain » et que la *Casa Indiana* (association hindoue) invite ses adhérents « à 7 heures aujourd'hui pour une action de grâce et demain à 17 heures pour un thé ».

Le 17 août 1947, sont relatées les cérémonies de l'indépendance qui se sont déroulées la veille dans différents lieux de la capitale (à l'école Barath Samaj, au consulat de Grande-Bretagne et à l'école mahométane), sous les auspices de Sir Andrew, consul général d'Angleterre. Aucune personnalité portugaise n'y est mentionnée. Dans les deux écoles, la cérémonie suit un protocole identique. Sont tout d'abord hissés côte à côte les drapeaux indiens ou pakistanais, anglais et portugais. Suivent les discours : du côté hindou et parsi à l'école Barath Samaj, madame Ginwala ouvre la cérémonie suivie de Gapendral Natwarlal et de Godrej Ginwala<sup>41</sup>; du côté des musulmans, pour célébrer l'indépendance du Pakistan, ce sont A.A. Carim et I. Patel (tous deux sunnites) qui ont pris la parole, demandant explicitement à l'auditoire de s'aligner sur les positions de Ali Jinnah, alors gouverneur du Pakistan.

Quant à la cérémonie au consulat de Grande-Bretagne, Sir Andrew y a reçu « toute la communauté indienne sans distinction aucune ». Là, au nom de la communauté musulmane, Tharani (ismaïli) a rappelé l'œuvre de l'Angleterre qui a conduit à l'indépendance et non aux conflits actuels qui la déchirent. Au nom

<sup>o</sup> *Ndlr* : traduction de la rédaction.

<sup>40</sup> K. KRIPALANI, « Nehru, l'idole des millions » et E. PATEL, « Le jour de l'Indépendance, l'heure des responsabilités », *Notícias de Lourenço Marques* du 15 août 1947.

<sup>41</sup> Ginwala est un vieux colon parsi installé à Quelimane et qui a promu l'industrie du savon et des huiles.

de la communauté hindoue, Hariral a souligné l'émotion que le monde a dû éprouver lors de la passation des pouvoirs entre les deux pays.

Les photos qui illustrent ces trois cérémonies obéissent au même souci d'impartialité : deux photos lorsque les deux drapeaux sont hissés, une au consulat avec les membres de la communauté indienne locale, deux photos dans chacune des écoles avec les membres des communautés respectives.

Tous les articles parlent de la communauté indienne et des religions qui la constituent (hindous, musulmans, parsis), les appellations de *monhês*, Indo-portugais Indo-britanniques, et « Asiatiques » ayant totalement disparu.

Dans la foulée des signes liés à cette journée, le *Notícias* cite les édifices qui ont été illuminés : l'école Barath Samaj, l'école Mahométane, l'école Aga Khan, la mosquée de la communauté mahométane indienne et... la Casa Coimbra. On peut lire l'illumination de cette dernière comme un fait d'affirmation sociale et politique.

Par pure coïncidence, figure, dans ce même numéro, une grande photo de l'Aga Khan prononçant un discours à l'occasion du 61<sup>e</sup> anniversaire de sa nomination à la tête de sa communauté, qui s'était faite à Bombay en 1885 alors qu'il avait huit ans. Un texte assez long relate ses titres, ses décorations et ses rencontres mémorables (avec S.M. la reine Victoria, le roi Édouard VII, le sultan Abdel Hamid de Turquie, le chah de Perse, le sultan de Zanzibar, le kaiser et S.M. l'empereur du Japon). Il fut le fondateur de la Ligue musulmane (dont il fut le président en 1937), de l'Université d'Aligarh et le délégué de l'Inde aux Nations unies à partir de 1944.

### ***L'insertion de la diaspora indienne dans la vie du Mozambique***

#### *Les annonces matrimoniales*

Nous en avons relevé deux, illustrées par les photos des mariés dans leurs habits de cérémonie. Ce type de présentation d'annonces accompagnées des photos des mariés n'apparaîtra pour les Portugais que dans les années soixante.

Dans la première (25 février 1947), les deux familles résident à Caniçado, banlieue populaire de la capitale. Ce ne sont pas nécessairement des familles qui ont pignon sur rue mais on peut déduire qu'elles appartiennent à la caste des commerçants *lohanas*<sup>42</sup> car la cérémonie se déroule à l'Association indo-lohana de Lourenço Marques. Les familles hindoues invitées ainsi que les témoins appartiennent à la même caste (Kakoobhai, Bimjee.) L'orchestre est dirigé par le pandit de l'école Bharat Samaj. Parmi les invités cités, il y a une famille portugaise (les Nordeste) et deux familles européennes (les Ovem et les Vogellal) sans doute des Afrikaners. Un photomontage montre deux très jeunes époux debout, de face, qui renvoie aux deux espaces des convives, l'un masculin et l'autre féminin.

<sup>42</sup> Les Lohanas appartiennent aux castes commerçantes qui se sont fixées au Mozambique à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. Notons au passage que du côté musulman, les Memons (corruptèle de l'arabe *mo'min*, c'est-à-dire croyant) faisaient partie des Lohanas jusqu'au xiv<sup>e</sup> siècle, date de leur conversion à l'islam dans le Sind. Ils constituent la catégorie marchande la plus aisée des sunnites indo-britanniques installés au Mozambique dans le district de Lourenço Marques.

La seconde annonce (30 août 1947) est accompagnée du même type de photo, mais aucun signe ne nous permet de déduire l'origine de caste des familles qui sont toutes deux commerçantes à Ressano Garcia.

*Les publicités personnalisées des commerçants indiens*

Elles sont au nombre de trois et méritent qu'on s'y arrête. Le 13 janvier 1947 paraît la photo de Abdool K. Vakil suivie d'un petit texte. Le portrait fait penser à un haut dignitaire du monde musulman de l'époque (tarbouche, moustache et costume à l'euro péenne). Des trois publicités que nous examinons, c'est la seule où le locuteur assume pleinement sa position de « sujet » dans l'énoncé de son message. Il s'adresse à ses amis qu'il a laissés à Lourenço Marques, puis à ses « clients estimés » et enfin à tous les résidents de la colonie. Son champ de relations est donc très large. En effet, la famille est bien connue et jouit d'une grande estime. A.K. Vakil a eu le temps de consolider ses relations depuis 1890, date de son arrivée à Lourenço Marques et surtout depuis 1895, date de la fondation de la Casa Coimbra. Le message est rassurant. Il ne donne pas les raisons de son retour en Inde, « sa terre » d'où il envoie ses vœux de bonne année et exprime sa fidélité au souvenir d'une tranche de vie vécue au Mozambique. Serait-ce une stratégie pour maintenir un lien dans le cas où une éventuelle installation au Gujarat s'avérerait difficile ?

Le 25 mai 1947, Pritamlal Vishvanath envoie un rectificatif à une note publiée par le Notícias (22 février 1947) dans laquelle les commerçants de Quelimane l'accusaient du mauvais état de ses finances. Le texte est surmonté de sa photo où il figure habillé avec élégance à l'euro péenne. Le texte est écrit à la troisième personne. Il reconnaît tout d'abord que M.P. Vishvanath continue de jouir du meilleur crédit que lui a toujours conféré sa position dans le commerce à Quelimane, ville où il s'est établi. Les accusations de ses détracteurs ne peuvent que renforcer cette considération déjà bien acquise dans le milieu commercial de la Zambézie « où il a fait sa vie, a travaillé sur la terre portugaise y développant la richesse dont a besoin le Mozambique ». Notons qu'il n'y a aucune indication sur l'origine de M. Vishvanath (certainement indo-portugaise) ou sur le moment de son arrivée. C'est un commerçant « qui développe de la richesse » et qui mérite qu'on lui fasse crédit « en raison de ses capacités de travail ». Ces deux qualificatifs sont les leitmotiv de la littérature coloniale concernant la face positive de la reconnaissance de l'activité des « banéanes ».

Le 10 juin 1947, est annoncé le départ en vacances de M.T.A. Katchi<sup>43</sup> qui se rend en France, en Belgique, en Suisse et en Angleterre à bord du Klipfontein. Ses employés, réunis dans son établissement, la Casa Katchi, lui portent un toast d'honneur et lui offrent un nécessaire de voyage. Là aussi nous n'avons aucune indication sur l'origine de M. Katchi. Comme dans le cas précédent, les spécifi-

<sup>43</sup> Selon un membre de la communauté interrogé et qui se souvient bien de M. Katchi, originaire de Quelimane, propriétaire de plus de cinquante *cantinas* éparpillées dans l'arrière-pays (troquant les *capulanas* contre les *castanhas* de cajù [*Ndlr* : pagnes et noix de cajou]), ce dernier a par la suite monté des huileries d'arachide et de tournesol. Après son départ pour l'Europe en 1947, M. Katchi enverra une lettre à ses employés en 1952, leur annonçant qu'il ne reviendrait plus au Mozambique.

cités sont gommées à l'extrême. De plus, cette coutume très européenne de fêter un départ, est un signe de son assimilation à la société portugaise.

*Les nouvelles intracommunautaires des Ismaïlīs*

On a peu de prise sur les contenus tout à fait formels des textes où la communauté parle d'elle-même. La nature de ce qu'elle donne à voir n'est-elle due qu'au simple phénomène de la censure ou serait-elle une forme acceptée, voire désirée<sup>44</sup> par la communauté afin de se dérober à tout ce qui pourrait la révéler de l'intérieur ?

C'est à quatre reprises qu'elle apparaît en 1947. Nous avons déjà noté la commémoration de la nomination de l'Aga Khan à la tête de sa communauté. Le 14 avril 1947, en au haut de la première page du journal, on voit un portrait en cape de la femme de l'Aga Khan suivi d'un commentaire tout à fait mondain : tirée à Cannes, vêtue de l'habit de gala qu'elle a porté pour le portrait que lui avait peint Van Dongen<sup>45</sup>. Le 14 juin 1947, la communauté informe que les fêtes du Sabregh de son chef spirituel « commenceront à 19 heures et se termineront le lendemain à minuit ». Enfin, le 10 décembre 1947, il s'agit du repas offert par la famille Babool au représentant<sup>46</sup> du Conseil suprême de l'Aga Khan, Varas Nazaralli M.S. Vergee, venant de Nairobi pour rendre visite à sa communauté du Mozambique et d'Afrique du Sud. Le texte (accompagné de deux photos de la grande famille Babool et de ses invités) se confond en remerciements réciproques où l'envoyé est loué pour son intelligence, sa culture et ses dons philanthropiques. Ont pris la parole : Gulamussen Ginà (président du Conseil de la communauté de Lourenço Marques), J. Tharani (commerçant), et Vissanji Babool (membre de la famille qui a invité soixante convives au restaurant Costa do Sol).

*Les nouvelles de la communauté indienne sunnite*

Le 19 août 1947, nous sommes informés de la procession pour la fête du ramadan. Elle part de la mosquée de la rue Salazar pour se rendre à celle de la rue du 5 octobre « où se sont déroulées les cérémonies du rite ». La note informative ajoute que les établissements de la communauté indienne ont été fermés ce jour-là.

En fait, la première mosquée citée est celle de la communauté musulmane indienne et la seconde, celle des Afro-mahométans (ou des Indiens métis). Il est possible de déduire qu'il y eut deux cérémonies. Nous pouvons aussi relever la

---

<sup>44</sup> On peut parler d'une tradition de la *Taqqiya*, sorte de principe de précaution, propre à tous les chiites vis les dangers continus qu'ils ont dû affronter tout au long de leur histoire religieuse et politique au sein de la Ouma musulmane. Dans les pays et les situations où dominaient leurs adversaires, les ismaïlīs ont été eux aussi contraints à dissimuler leur foi, à parler et à agir comme s'ils faisaient partie de leurs adversaires pour ne pas appeler la persécution de leurs compagnons. La *Taqqiya* a donc eu pour conséquence paradoxale une colère intérieure qui, faute de pouvoir s'exprimer, a donné naissance à des doctrines tout à fait singulières et à des représentations de soi faites de duplicité et de feinte.

<sup>45</sup> La photo est celle de Miss France en sari !

<sup>46</sup> Nous ne saurons rien de l'objet de cette visite de l'émissaire de l'Aga Khan en cette fin 1947 et des directives qu'il a dû transmettre à ses sujets. En raison de sa claire option pour la Ligue musulmane et pour le gouvernement de Jinnah au Pakistan, que demande-t-il à sa communauté du Mozambique et d'Afrique du Sud ?



coïncidence entre les fêtes de l'indépendance de l'Inde et de la naissance du Pakistan (annoncées le 15 août, fêtées à Lourenço Marques le 16 août et relatées dans le *Notícias* le 17 août) et la fin du ramadan (le 19 août) ; mais nous ne saurons rien des liens entre l'événement religieux et l'événement politique tels que vécus de l'intérieur de la communauté indienne musulmane.

*Les encarts publicitaires des maisons indiennes*

Nous avons déjà noté dans le *Notícias* de 1932 la présence importante de deux maisons de commerce indiennes : Casa Coimbra et Casa Choitram. Depuis, d'autres maisons ont offert une visibilité publicitaire. Ainsi, pour cette année 1947, sur la totalité de maisons indo-britanniques et indo-portugaises qui s'affichent, dix-huit appartiennent à des musulmans (sunnites et ismaélites) et dix-huit autres à des hindous (dont une ou deux parsis).

Que peut-on dire de la fréquence de ces encarts ? *Grosso modo*, on peut noter que quatre maisons couvrent une grande partie de l'année, avec le pic important des mois de décembre, janvier et février. Ce sont les Casa Coimbra (trente fois ; indo-britannique sunnite), Jacaria Hajee Amod (trente fois ; indo-britannique sunnite), Casa Kakoobhai (indo-portugais hindou) et Casa Luso-Indiana (qui s'est affiliée à Kakoobhai) qui apparaissent ensemble vingt-trois fois et Gulamhussen et C<sup>o</sup> (onze fois ; indo-britannique ismaéli). Donc trois maisons indo-britanniques musulmanes et une indo-portugaise hindoue.

Tous les autres établissements commerciaux n'apparaissent qu'une ou deux fois à la période des fêtes de fin d'année<sup>47</sup> (dix musulmans et sept hindous), lors de la fête de l'indépendance de l'Inde le 15 août (cinq musulmans et cinq hindous) ou encore à l'occasion des numéros spéciaux consacrés à Ressano Garcia, le 21 janvier et à Beira, le 20 août, comme nous l'avions déjà signalé (huit hindous et trois musulmans).

Y a-t-il une corrélation entre l'affichage et l'importance d'une maison de commerce ? En comparant avec les *Anuários* de Lourenço Marques de 1946, on peut dire que celles qui s'affichent très fréquemment sont très importantes. Soit parce qu'elles ont pignon sur rue depuis un certain temps (Casa Coimbra, Kakoobhai, J.H. Amod), soit parce que leur réussite est plus récente (Gulamhussen). Mais on peut dire que nombre de celles qui ne se sont affichées qu'une seule fois sont aussi très importantes soit du point de vue de leurs activités d'import/export (telles les Casa Darayam, Gordhandas) soit du point de vue de leur contrôle sur tout un réseau de *cantinas* où s'échangent diverses marchandises contre des oléagineux dont la fameuse noix de cajou (telle la Casa Katchi) soit encore du point de vue de leurs activités industrielles (telles les huileries et savonneries de Ginwala et de Osman Aboobakar). La fréquence de l'affichage n'est donc pas un critère fiable qui permette de conclure quant à l'importance de ces maisons de commerce. Certaines ne s'affichent même pas, telle la Casa Choitram que nous avons déjà

<sup>47</sup> « Les encarts ne coûtaient pas cher », affirme un interviewé vivant actuellement à Lisbonne. « Chaque année, au moment des fêtes, le gouvernement envoyait ses hommes, nous demandant de figurer dans les journaux. Pour être bien et ne pas faire d'histoire, nous paraissions avec nos vœux de fin d'année. »

repérée quatorze fois dans le *Notícias* de 1932<sup>48</sup> ! L'affichage ne correspondrait alors pas tant à une stratégie commerciale, mais plutôt à une présence sociale.

Notons qu'à l'intérieur des maisons de commerce indo-britanniques, musulmanes, l'affichage des Ismaélites est un phénomène nouveau. Trois maisons retiennent notre attention : Gulamhussen (onze fois), K. Keshavji (une fois) et Tharani (une fois). La nouvelle donne de l'économie des années quarante expliquerait-elle leur montée ? Nous savons que durant cette décennie, l'essentiel de l'économie de la colonie s'est d'une part orienté vers le développement des infrastructures et des travaux publics, qui ont donné naissance à un marché des matériaux de construction et à tout ce qui lui est lié, engendrant une accumulation rapide des capitaux. Cette économie a d'autre part reposé sur la relance de l'exportation, dans les circuits du commerce international, de la noix de cajou et des oléagineux. Les produits affichés dans les encarts publicitaires de Gulamhussen par exemple correspondent à ce créneau : fer et acier (wagonnets, pompes, moustiquaires, coutellerie<sup>p</sup>) parallèlement au traditionnel commerce général d'import/export des tissus et des divers oléagineux qui reprend donc après la fin de la guerre.

Le cas de la Casa Coimbra mérite qu'on s'y arrête<sup>49</sup>. S'affichant autant de fois que Jacaria Hajee Amod par exemple, ses encarts diffèrent de par leur taille imposante (d'un tiers à une demi-page du journal). Face au géant Kakoobhai<sup>50</sup>, ses encarts perdurent toute l'année alors que ce dernier disparaît début mars. À la différence des autres maisons indiennes qui s'adressent souvent à un double public (indigène et européen) et qui offrent en règle générale d'un côté, tissus, quincaillerie, coutellerie et d'un autre, divers oléagineux (graines et huiles), la Casa Coimbra s'adresse essentiellement à un public européen<sup>51</sup>, proposant à une classe urbaine aux goûts coloniaux et cosmopolites, des objets qu'elle prend un grand soin de présenter. Mis à part la mode, la confection et les nouveautés pour femmes, hommes et enfants, elle offre des stocks et des linoléums américains de la marque Menitex accompagnés d'une publicité raffinée (« Si vous aimez que le sol de votre maison soit comme un jardin fleuri ») et de la reproduction de la miniature indienne d'un cavalier (7 février 1947) ou encore des malles de camphre authentiques et des jeux de mah-jong attendus de Hong Kong depuis six ans (29 mars 1947)<sup>52</sup> ! Ceci

<sup>48</sup> Selon d'autres interviewés, la Casa Choitram n'avait pas disparu en 1947 et continuait ses activités. Ce que confirme l'annuaire de Lourenço Marques de 1946.

<sup>p</sup> *Ndlr* : noms d'ustensiles traduits par la rédaction.

<sup>49</sup> Nous avons déjà noté à deux reprises l'importance de la Casa Coimbra dans le *Notícias* de 1947. D'abord à l'occasion de l'arrivée d'un des frères fondateurs de la maison à Vanthali (principauté de Junagadh-Indes britanniques) d'où il envoyait leurs vœux pour la nouvelle année ; ensuite à l'occasion du jour de la naissance de l'État de Pakistan (15 août 1947).

<sup>50</sup> B. Kakoobhai participe au fonds de secours constitué au Mozambique en raison des graves inondations qui ont atteint la Grande-Bretagne. Le 4 avril 1947, le *Notícias* souligne que lors de la première collecte d'un montant de 4 450 dollars, Kakoobhai avait contribué pour une somme de 2 000 dollars. Nous avons noté, par la suite, qu'à plusieurs reprises, les grandes maisons indiennes participèrent pour des montants élevés à des fonds de secours nationaux et même pour les « victimes de l'Angola » durant la guerre coloniale.

<sup>51</sup> Nous rappelons que la Casa Coimbra avait une « section indigène » dans le *Notícias* de 1932 mais qui n'apparaîtra plus par la suite.

<sup>52</sup> Les marchés d'approvisionnement signalés renvoient au marché asiatique reprenant après-guerre ainsi qu'au marché américain émergent.

pourrait expliquer le fait qu'elle soit la seule maison indienne présente parmi les encarts publicitaires européens le 25 décembre 1947.

En 1947, dans un contexte politique stable et économiquement florissant, la communauté indienne est visible dans toutes ses composantes. Elle se dévoile d'elle-même, marquant de ce fait, son insertion et son expression politique. Toutefois, nous avons noté qu'elle le fait essentiellement par la voix de ses notables et des commerçants qui ont réussi.

### **La décennie des grands changements dans l'Empire face aux guerres de libération : les années 1961-1963**

En ce début des années soixante, les guerres de libération dans les pays afro-asiatiques occupent l'essentiel des nouvelles internationales. La presse ne cache pas son appréhension quant à leurs répercussions tant redoutées sur l'Angola et l'*Estado da Índia*.

L'Angola est livrée au « terrorisme et au banditisme » (*Notícias de Lourenço Marques*, 2 août 1961) et les manifestations et les collectes<sup>53</sup> de dons s'organisent, à titre individuel ou collectif, expressions de « la loyauté envers la Patrie ». La crise de Goa est annoncée par le journal, dénonçant la politique d'agression de l'Union indienne, le 17 août 1961.

Pour cette période charnière 1961-1963, nous avons retenu deux journaux (le *Notícias de Lourenço Marques* et la *Voz de Moçambique*). *O Brado Africano* que nous avons également consulté, n'offrait aucun intérêt, car alors totalement contrôlé par l'Union nationale. L'évocation des Indiens pour cette période est essentiellement regroupée dans deux des rubriques que nous avons retenues au départ à savoir celles relatives à l'Empire et au Mozambique et une troisième rubrique se référant à l'insertion régionale en Afrique australe reste, pour ces dates, absente.

### **La question de l'Empire**

Trois interrogations renvoient aux relations que l'Empire entretient avec ses Indiens. Pourquoi la question de Goa, de marginale dans les années trente, devient-elle de plus en plus centrale à partir de 1947 ? Qu'est ce que l'identité goanaise *versus* l'identité indienne ? Dans cette crise, qui sont nos amis et qui sont nos ennemis ?

#### *Goa dans l'Empire*

Face à la menace d'effondrement de l'Empire dans ses composantes asiatique et africaine, Salazar prononce le discours historique : « O significado do mundo português e a situação no Ultramar português »<sup>9</sup> (*Notícias*, 1<sup>er</sup> juillet 1961) dans lequel être portugais signifie ne pas se retirer de ses territoires, maintenir le Portugal, quoi qu'il en coûte et cela au nom des Portugais d'aujourd'hui et de demain, quelles que soient leurs races. Passant en revue la situation dans les

<sup>53</sup> Parmi ces manifestations, citons le club sportif Mahafil Isslamo qui organise un festival en faveur d'un fonds d'aide aux victimes (*Notícias*, 2 août 1961) et, parmi les donateurs, notons la présence des Casas Coimbra et Ginwala tout comme celle de la colonie chinoise (*Notícias*, 1<sup>er</sup> juillet 1961).

<sup>9</sup> *Ndlr* : « Le sens du monde portugais et la situation dans l'outre-mer portugais ».

différentes colonies, il s'appesantit particulièrement sur l'Angola et l'*Estado da Índia*, ce dernier constituant une individualité bien distincte de l'*Hindustão*, comme nous le verrons plus loin.

Afin de saisir l'ampleur de ce discours et son impact mobilisateur, on ne peut faire l'économie d'un détour pour comprendre la centralité de la question coloniale au sein de l'imaginaire national portugais.

L'historien Valentim Alexandre (1995) confronte les deux grandes thèses sur l'interprétation du colonialisme portugais, dont Hammond (1966) et Clarence-Smith (1979, 1985) ont défendu l'expression la plus lapidaire, se fondant autant l'un que l'autre sur une investigation poussée et sérieuse des documents. Le premier conclura à un « colonialisme de prestige » et le second à « un colonialisme lié aux intérêts économiques (de la bourgeoisie et de l'État) portugais aux colonies ». Afin de rendre compte de la centralité de la question coloniale dans la structuration de la conscience nationale et de l'historiographie portugaise, V. Alexandre prend appui sur la notion de « mythe<sup>54</sup> » et non pas d'idéologie. Les deux grandes interprétations, explicite-t-il, sont partielles et renvoient aux deux faces de la même médaille. Toutes deux se réfèrent à autant de réalités et aucune ne s'est définie sans l'autre, même si selon les époques, on peut parler de prévalence. Par ailleurs, la dimension économique fait appel à autant d'éléments relevant de rationalités que d'irrationalités dans ce domaine. V. Alexandre les rassemble dans le « mythe de l'Eldorado ». De même la dimension nationaliste renvoie pour les élites politiques d'une part, à la conscience d'une réelle vulnérabilité politique du Portugal dans le concert des grands empires et d'autre part, à l'idée que la survie de la nation dépend de la défense de son empire. Ce double aspect est rassemblé dans le « mythe de l'Héritage sacré ».

Ces deux mythes ont pour fonction d'éloigner la tentation souvent présente (en vertu d'arguments relevant d'une rationalité économique ou d'un calcul stratégique par exemple) d'abandonner un territoire, et cela afin d'arriver à le conserver quel qu'en soit le coût. D'ailleurs, dit V. Alexandre, c'est dans les moments de crise et d'une situation de perte possible, réelle ou supposée, que ces mythes latents refont surface. Ces deux mythes construisent non seulement les liens entre une conscience nationale et la question coloniale, mais ont pour fonction de souder la Nation à son Empire. Plus précisément, il s'agit de l'extension de la Nation aux limites de l'expansion de l'Empire qui prendra dans la période la plus récente, celle de l'*Estado Novo*, des formes de plus en plus mystiques, d'autres diraient paranoïaques, où les dates clefs de grande vulnérabilité que vit la Nation (les années 1930, 1947, 1961 et 1970-74) pourront être vécues comme autant d'atteintes mortelles à son corps qu'elle défendra très chèrement (matériellement et symboliquement).

La reformulation de ces deux mythes aura lieu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour des raisons internes aux colonies et pour des raisons de pressions externes qui forceront le régime d'abord à la révision constitutionnelle de 1951, octroyant aux colonies le statut de provinces, ensuite à l'abolition du statut de l'indigénat et à la généralisation du statut d'assimilé en 1962.

<sup>54</sup> « Un mythe étant entendu comme un mode d'interprétation de la réalité dans son ensemble, de la pensée et du sentir, intégrant les facteurs économiques et non économiques, dont certains comportent des aspects tant rationnels qu'irrationalnels » (V. ALEXANDRE, 1995).

Mais quelle est l'idéologie qui va soutenir la dynamique du double mythe dans les années soixante ? Formulée dans les années trente par Gilberto Freyre<sup>55</sup>, elle a été mal reçue par les sympathisants de l'*Estado Novo*. Elle commence à faire son chemin dans les années cinquante avec un certain dévoiement de ses caractères fondamentaux. Ainsi n'y est pas reprise l'idée de métissage et de fécondation réciproques (biologique et culturelle) mais celle de valeurs christocentriques intégrées à un projet national, celui d'une « civilisation nationale » à vocation impériale. Si cette idée est commune à d'autres impérialismes, le cas portugais se démarque par la relation qui continue à s'établir entre la question coloniale et la question de l'identité nationale, ce qui rend impossible l'expression de courants anti-colonialistes, aussi ténus soient-ils. Cette particularité faisait dire à V. Alexandre (1995) que « Le nationalisme portugais est, avec quelques rarissimes exceptions, impérialiste ». Les courants humanistes issus des Lumières y ont eu peu de poids, phagocytés d'abord par l'idéologie esclavagiste au XIX<sup>e</sup> siècle, puis par un nationalisme autoritaire au XX<sup>e</sup> siècle qui, en renforçant les liens entre l'État, l'Église et l'Action coloniale, confèrera à la colonisation portugaise une « mission providentielle »

*La crise de Goa et la reviviscence de l'identité goanaise*

Dans la foulée des événements liés à l'indépendance de l'Inde en 1947, le *Diário da Manhã* (Lisbonne, 2 juillet 1947) rapportait les propos du ministre des Colonies affirmant l'existence d'une catégorie fortement assimilée politiquement et culturellement, « les Portugais indiens », produits typiques de la colonisation portugaise « qu'a été incapable de produire la colonisation britannique ». Mais nous n'étions encore qu'au temps des rumeurs qui pouvaient ébranler l'Empire. En 1961, le Portugal dénonce la politique d'agression de l'Union indienne (*Notícias de Lourenço Marques*, 17 août 1961) et l'appel « desastrosos » de Nehru aux peuples de descendance indienne en Afrique, les exhortant à s'identifier aux mouvements nationaux de libération qui s'y déroulent. Dans le discours historique de Salazar auquel nous faisons allusion (*Notícias*, 7 janvier 1961), il est précisément question de cette civilisation particulière à l'œuvre tant en Angola<sup>56</sup> qu'à Goa :

« Là s'est opérée une fusion des races et des cultures et s'est surtout développé un genre de vie qui distingue partout le Goanais de l'Indien. Ce dernier est enchaîné à

<sup>55</sup> Pour G. Freyre (1940, 1953, 1954, 1958), l'idée centrale du lusotropicalisme tourne, pour résumer, autour de trois éléments que nous synthétiserons comme suit : premièrement, une double valorisation de la contribution des natifs amérindiens et de la population noire dans la civilisation tropicale du Brésil et de la capacité des Portugais de s'unir à eux (assimilation des coutumes et des modes de vie, métissage biologique et culturelle) ; deuxièmement, les Portugais en ont été capables en raison de leur histoire passée, de leur long contact avec les peuples arabes. Cela leur a permis de connaître, d'adopter des comportements et des notions ignorées des autres peuples européens. Troisièmement, tandis que ces derniers sont préoccupés à imposer leurs valeurs étroitement ethnocentriques, les efforts des Portugais sous les tropiques ont été essentiellement christocentriques, c'est-à-dire, qu'ils ont visé l'implantation de valeurs indépendantes de la race ou même de la civilisation nationale de ceux qui les ont propagées.

<sup>56</sup> « *O que seria de Angola, se Angola não fosse Portugal ?* » (« Qu'en serait-il de l'Angola si l'Angola ne faisait pas partie du Portugal ? »).

la division et à l'irréductibilité des castes, à la confusion des langues et au socle de sa culture orientale, alors que le Goanais a reçu de l'Occident une lumière qui, en harmonie avec ses valeurs originelles et durant cinq siècles de vie commune, a illuminé toute sa vie, mélangeant son sang ancestral avec un sang neuf, de nouvelles coutumes et traditions communes. »

Plus d'un an après la perte de Goa, la *Voz de Moçambique* (15 septembre 1962) publiera l'opinion du père du lusotropicalisme : « L'invasion de Goa, Damão et Diu est une perte pour l'humanité et pour la communauté de langue portugaise et de tradition hispano-chrétienne ». G. Freyre dénonce l'antimodernité que constitue le système des castes dans la société indienne. Goa est proche de la société brésilienne dont « le parler est aussi lent et doux ». De plus, les tentations impérialistes de l'Union indienne<sup>57</sup> en Afrique portugaise sont à craindre :

« Les Indiens qui y sont établis sont des *pardos* (couleur indéfinie, grisâtre) parfois négroïdes qui cependant, se pensent supérieurs aux populations nègres et ne se mélangent pas avec elles. Ils se sont limités à les exploiter commercialement, parfois avec dureté... Qui connaît les pratiques des Indiens en Afrique, ne peut que trembler devant le destin actuel de Goa sous le joug des hommes politiques de l'Union. »

Tout à fait cohérent avec les caractéristiques du lusotropicalisme (*cf.* note 55) qu'il défend pour Goa, G. Freyre sert totalement le projet politique impérial dont les fondements ont vacillé. Dans la mesure où Goa est une construction lusotropicale, elle est donc portugaise. La perdre, c'est perdre une partie de soi-même, c'est-à-dire tout ce qui a constitué, au fil des siècles, cette idée particulière de l'« ultramarinité » soudée à la conscience nationale.

Cette spécificité de l'identité goanaise serait même attestée par les Britanniques. Ainsi, dans *Voz de Moçambique* (15 septembre 1962), est publiée l'opinion d'un sujet britannique à propos de la communauté indienne du Kenya qui distingue les Goanais « qui possèdent une culture occidentale » des Indiens « incultes et sauvages ». Cependant cette vision fortement idéologisée d'une civilisation goanaise est vécue d'une manière beaucoup plus ambivalente par les intéressés eux-mêmes, installés au Mozambique. C'est ce que nous verrons plus loin à partir de l'expression d'un sentiment d'insécurité identitaire lié aux fluctuations des pratiques administratives à leur égard d'une part et à la contestation de leur place dans une société fortement racialisée d'autre part. Par ailleurs, nous avons déjà noté, dans le *Brado* des années vingt, les revendications d'une élite métisse « assimilée », gênée par le personnel goanais engagé dans l'administration à des postes qu'elle jugeait désormais relever de sa compétence.

<sup>57</sup> Le fantasme de l'Inde indépendante colonialiste court dans la littérature politique de l'époque. *Cf.* par exemple l'article de A. Ferreira dans *Voz de Moçambique*, 31 janvier 1962, évoquant l'Afrique orientale et australe comme débouché pour l'industrie indienne et comme destination de sa main-d'œuvre excédentaire. Par ailleurs, les injonctions de Nehru pour que « ses Indiens restent sur le continent et accompagnent les luttes de libération nationales » sont comprises en tant que stratégies déguisées donnant aux élites indiennes déjà sur place, le rôle que les colons portugais et britanniques y tenaient.

*Qui sont nos amis et qui sont nos ennemis ?*

L'invasion de Goa est rapportée avec moult détails dans le *Notícias* d'octobre à décembre 1961. L'évacuation de la population par un pont aérien<sup>58</sup> (*Notícias*, 14 et 18 décembre 1961) met en exergue les pays amis : le Pakistan et l'Angleterre.

Le Pakistan, vis-à-vis duquel le gouvernement portugais tend à se rapprocher et cherche à en contenter les demandes<sup>59</sup> depuis 1947, est la plaque tournante d'un important pont aérien (Goa-Karachi-Lisbonne ; Londres-Karachi-Goa).

Tout en faisant état d'une vision unanimiste<sup>60</sup> des populations concernées au sein de l'Empire, le *Notícias* nous informe aussi des mouvements<sup>61</sup> et des nouvelles mesures induites par cette crise. Qu'en est-il d'abord pour le Mozambique en tant que partie de l'Empire ? Qu'en est-il ensuite pour les diverses composantes de la communauté indienne du Mozambique ? Et qu'en est-il enfin du questionnement identitaire au sein de la société mozambicaine ?

### ***La question du Mozambique dans l'Empire et du Mozambique en tant que société***

En tant qu'historien et député pour le Mozambique, Manuel Lobato défendit devant l'Assemblée nationale (*Notícias*, 20 février 1962) l'idée d'Empire que le régime de l'*Estado Novo* a totalement dévoyée. Il y rappelle les deux pôles qui ont constitué l'histoire dans la longue durée du Mozambique : celui de l'incorporation de la présence de l'Empire asiatique en Afrique orientale portugaise et celui de l'intérêt régional ou de la vie socio-économique et administrative de la province qui ne peut se réaliser que si on délie le schéma actuel rigide qui la subordonne à la métropole. Il plaide alors pour un retour à l'autonomie relative que connaissait la province avant les années trente.

<sup>58</sup> Le transfert des populations s'est aussi fait par bateaux, *via* le canal de Suez. L'ambassadeur du Brésil a servi d'intermédiaire dans toutes ces négociations entre le Portugal et l'Union indienne.

<sup>59</sup> Voir à ce propos, ANTT, DGS, PIDE, Proc. 960, 421-n°1405, Lisbonne, 28 juin 1956.

<sup>60</sup> Dans la foulée des exemples illustrant cette vision unanimiste et dans le pur style de la propagande, notons les titres suivants : – « À Pau et Lona, dans la capitale goanaise, un grand rassemblement de la jeunesse portugaise venue de nombreuses villes et localités, ainsi que de Damão et Diu. 3 000 jeunes hindous, chrétiens et musulmans [*mouros*] entre 11 et 18 ans, unis comme des frères. » (*Notícias*, 16 décembre 1961) ; – « Les étudiants goanais de Lisbonne sont reçus par le ministre de l'Outre-mer (A. Moreira) et "lui confirment leur soutien à la détermination du gouvernement à défendre par tous les moyens la terre portugaise de l'Inde" » (*Notícias*, 17 décembre 1961) ; – « Les sujets de l'Union indienne qui résident à São Tomé depuis plusieurs années, ont exprimé leur répulsion vis-à-vis des actes commis par leur pays et ont affirmé leur loyauté au Portugal » (*Notícias*, 16 décembre 1961).

<sup>61</sup> Fin octobre 1961, à Lisbonne, les étudiants manifestent pour des « élections libres » et pour « un programme de démocratisation de la République ». Des élections à l'Assemblée nationale sont prévues pour le 13 novembre. Le ministre de l'Outre-mer, Adriano Moreira, effectue alors une visite dans les colonies. Il séjourne un mois au Mozambique (18 septembre au 20 octobre 1961). Suite à son passage, seront prises des mesures qui marqueront un tournant dans la politique du régime vis-à-vis de ses colonies africaines telles que la fin de l'indigénat et la généralisation du statut « d'assimilé » (1962).

*Le Mozambique dans l'Empire*

La perte de Goa pourrait-elle se muer en ce « réveil » nécessaire à la re-formulation d'une politique attentive à ces deux dimensions, ou est-elle le début de la fin de l'empire africain ? Est-il encore temps ou est-il déjà trop tard ? Sans doute, la politique d'A. Moreira constitue-t-elle le dernier sursaut de ce qu'il est indispensable d'accomplir (la détente des relations avec la métropole et la réalisation des conditions d'une véritable « assimilation »).

Les Goanais expriment l'arbitraire dont ils se sentent victimes. Dans un article de la *Voz de Moçambique* du 25 mai 1963, titré « Goanais, qui sommes-nous ? », l'auteur, Goanais lui-même, rapporte la désignation de son fils inscrit dans le registre civil des naissances en tant qu'appartenant à la race indienne. Son père y avait été inscrit dans la catégorie « race blanche » et ses trois frères respectivement en tant que : blanc, aryen et « indo-portugais. « Un quatrième frère aurait sans doute été inscrit en tant que *pardo*<sup>62</sup> [...] Sommes-nous transcauciens, blancs, aryens, indo-portugais, pardos-indiens ? ». Outre la fluctuation des désignations dans le temps – que nous ne commenterons pas si ce n'est pour remarquer au passage que les trois frères et le père étaient des « assimilés » aux Portugais blancs – c'est la catégorie se rapportant à la race indienne qui pose problème. Elle renvoie moins à un critère de race qu'à celui d'une discrimination sociale *ad hoc* pratiquée par les fonctionnaires de la colonie (et sans doute par les colons d'une façon générale). On pourrait en conclure que les Goanais (après le retour de Goa à l'Union indienne) sont renvoyés à leur origine indienne (avec tous les stéréotypes discriminants ou humiliants qui peuvent fonctionner dans la vie quotidienne d'une société coloniale) et que nul n'est désormais intéressé à les considérer comme des assimilés de longue date issus de cette « civilisation lusotropicale ».

Les *hindustânicos*, c'est-à-dire les sujets hindous et musulmans de l'Union indienne d'après 1947, sont directement menacés par les mesures d'internement et les dispositions législatives qui les visent. Concernant les centres d'internement qui s'ouvrent fin décembre 1961, la presse est très avare en informations<sup>63</sup>. Les journaux traitent des conséquences de la fermeture des maisons de commerce et de la confiscation des biens des *hindustânicos*. Au nom de l'efficacité économique, un journaliste (*Voz de Moçambique*, 31 janvier 1962) évoque le risque de faillite des firmes fournisseuses (indiennes et européennes) de ces maisons de commerce qui ne pourraient plus payer leurs créanciers. Il propose aussi que l'évaluation des biens de ces maisons se fasse en présence de leurs propriétaires avec les administrateurs idoines qui les remplaceraient dans leurs activités commerciales.

<sup>62</sup> Voir *supra* l'article quasi anonyme, signé par un *pardo* dans *Notícias*, 9 décembre 1932.

<sup>63</sup> Les dossiers des archives de la PIDE, accessibles aujourd'hui, nous donnent une évaluation plus précise de tous ces événements (centres d'internements, nombre d'internés, précisions sur les maisons de commerce fermées et sur le sort de quelques grands négociants, départs des familles et problèmes rencontrés lors de leur débarquement en Inde...). Voir ANTT, PIDE-DGS, n° 1749 et 1797/61-S.R et 4803/63. On trouve d'ailleurs dans ces dossiers de police deux études concernant les diverses composantes de la communauté indienne, preuve de son intérêt : D.J. SOARES REBELO, « Breves apontamentos sobre um grupo de Indianos em Moçambique. A Comunidade Ismaelita maometana », *Boletim da Sociedade Colonial de Moçambique*, 1930, 128 : 83-89 ; A. MATOS, « Estudos sobre Indianos », *Direcção dos Serviços de Economia e Estatística Geral-Provincia de Moçambique*, 28 août 1962, 42 p.



Plus préoccupante est la situation des familles. Anticipant le décret officiel 416 du 25 juin 1962 qui exigera que tous les internés quittent le pays, un avocat démocrate attire l'attention sur un éventuel durcissement de la loi et la nécessité d'examiner ces situations à la lumière de la « justice et du bon sens. Bien qu'étrangers (faisant référence aux pères de famille, sujets de l'Union indienne), leurs fils sont portugais. Certains ont même accompli leur service militaire et ne devraient pas supporter les conséquences des mesures prises à l'encontre de leurs pères » (*Voz de Moçambique*, 15 janvier 1962).

Suite à leur défense par cet avocat démocrate pour leur droit de résidence au Mozambique et pour le maintien de leurs biens, on peut lire (*Voz de Moçambique*, 15 septembre 1962) les remerciements de ces « Portugais d'origine indienne, *naturais* du Mozambique » comme ils se nomment eux-mêmes. En effet, les fils obtinrent la résidence et furent bientôt réintégrés comme Portugais. Quant à leurs pères, certains retournèrent en Inde et d'autres restèrent avec un permis de séjour une carte de résidence pour étrangers. Parmi ces derniers quelques-uns optèrent pour la nationalité pakistanaise.

Dans la crise de Goa, les catégories les moins vulnérables étaient, bien entendu, les Indiens qui avaient pris la nationalité pakistanaise après 1947. En dehors de l'expression officielle à l'égard de cette crise (orchestration de manifestations par le gouvernement et obligation de manifester pour la défense d'une Goa portugaise dans toutes les composantes de la société : Blancs, métis, Indiens, Noirs, à travers les diverses organisations corporatistes), la presse consultée ne fait pas état de positions particulières prises par les Indiens de nationalité pakistanaise ; mais nous savons que pour le régime, le Pakistan est un allié.

À la différence des années 1947, et dans le contexte de la crise de Goa, on ne peut qu'être frappé par l'extrême vulnérabilité qui affecte la communauté indienne en son entier. Cela, d'une part, malgré la mise en pratique des mesures qui ont caractérisé la politique coloniale du Portugal à partir des années soixante, telles que celles sur l'assimilation liées à la fin du régime de l'indigénat et à l'octroi de la citoyenneté portugaise ; d'autre part, malgré les nouvelles formes d'intégration des territoires d'Outre-mer dans l'espace de la nation portugaise. La fragilité de la communauté indienne (Pakistanaï, *Hindustânicos* et Indo-portugais) renvoie au rôle éminemment symbolique de la perte de Goa, anticipant l'écroulement de l'empire portugais d'Afrique. Cette fragilité est ressentie de façon beaucoup plus dramatique par les Goanais dont le statut d'intégration à la nation portugaise datait de plus de trois siècles.

### ***Le Mozambique dans le dernier sursaut de l'Empire : les années 1970***

Le Mozambique est un territoire où se livre depuis 1964 une guerre de libération nationale. Le gouvernement colonial initie des rapprochements stratégiques avec certaines catégories de populations. Dans ce contexte apparaissent dans la presse les thèmes, désormais centraux, du Mozambique comme projet de société et comme construction d'une nation. L'évocation des Indiens se situe au croisement de ces trois éléments.

Il n'est pas anodin de souligner que les deux autres rubriques – celles relatives à l'Empire et à l'intégration du Mozambique à l'Afrique australe – qui rendaient compte de la présence des Indiens dans la presse examinée pour les années trente

et 1947, ne font plus partie des préoccupations du moment. Nous avons déjà remarqué qu'au début des années soixante, la rubrique concernant l'intégration régionale avait quasiment disparu.

Pour les années 1970, quatre thèmes retiennent l'attention :

- celui d'un islam essentiellement exprimé par un jeune avocat-publiciste appartenant à la communauté indienne sunnite et résidant à Lisbonne ;
- celui de la contribution des « communautés asiatiques » à la formation des jeunes nations africaines : cette fois-ci, l'intérêt se déplace de l'Afrique australe vers l'Afrique orientale ;
- celui du questionnement sur la nouvelle société mozambicaine et de la place qu'y occuperaient les Indiens ;
- celui de la « naissance » de la nation mozambicaine et de l'expression de la communauté marchande indienne telle qu'elle se donne à voir à travers les encarts publicitaires.

Les journaux *O Brado Africano*, *Voz de Moçambique*<sup>64</sup> et *Notícias de Lourenço Marques* abondent subitement de références à l'islam par rapport aux années précédentes. Ainsi le *Brado*<sup>65</sup> (1<sup>er</sup> juillet 1972) rapporte les propos de Suleman Vali Mamede concernant les raisons pour lesquelles les musulmans n'ont pas adhéré au Front de libération du Mozambique (Frelimo) : « Les musulmans portugais (*islamitas*) demeurent fidèles aux principes doctrinaux de leur religion et sont satisfaits de leur situation dans le pays auquel ils appartiennent, lequel respecte leurs us, coutumes et croyances religieuses ». Ce discours n'a rien d'étrange ni dans son fondement religieux ni dans sa formulation politique. Nous l'avons déjà rencontré à l'occasion des événements de 1947 et de 1961 tant chez les Indiens sunnites que chez les Ismaïlis assurant de leur loyauté les autorités coloniales (voir *supra*). Ce qui est nouveau, c'est d'une part le flou du sujet de l'énoncé (« les musulmans portugais ») qui engloberait tous les musulmans du Mozambique, c'est-à-dire les Africains et les Indiens et c'est, d'autre part, le même flou au niveau du sujet de l'énonciation qui parlerait indistinctement pour tous ces musulmans confondus. Il

<sup>64</sup> Selon un des membres du comité de rédaction de *Voz de Moçambique* (entretien réalisé à Lisbonne en février 2003), l'opposition avait pris conscience de l'importance de la population musulmane de la colonie, longtemps méconnue et abandonnée. À ce titre, le journal publiait des articles sur l'islam, à savoir, selon son témoignage, « ...ceux qui nous venaient. Ils nous étaient envoyés par les auteurs ». En fait d'auteurs, nous lui avons fait remarquer qu'il s'agissait surtout de S.V. Mamede. À ce détail, notre interviewé n'a pas réagi. On peut ainsi soupçonner, en dehors d'une « conviction intellectuelle » sur le rôle des musulmans et d'une « conviction vitale » sur les Indiens comme communauté marchande, que même les démocrates de Lourenço Marques, dans les années 1970, n'avaient qu'une connaissance superficielle et abstraite de l'islam mozambicain.

<sup>65</sup> On pourrait être surpris de la présence dans les colonnes de *O Brado*, d'articles émanant de S.V. Mamede, s'affirmant comme l'autorité qui parle au nom de tous les musulmans, dans la mesure où nous avons encore en mémoire les positions de ce journal qui conspuait la communauté indienne musulmane dans les années 1930 (voir *supra*). Mais en fait, depuis les années 1950, *O Brado* est totalement passé sous le contrôle de l'*União Nacional* [Ndlr : l'Union nationale était le parti unique sous le régime salazariste].

lui sera répondu, en écho, un article intitulé « L'islam, une religion que le Portugal accepte et respecte » (*O Brado*, 11 novembre 1972), qu'il faut situer dans le contexte de la guerre coloniale. L'« action psychologique » et la mobilisation des masses musulmanes<sup>66</sup> sont à l'œuvre depuis 1968 afin de les éloigner de toute adhésion au Frelimo. Par ailleurs un procès, tenu hautement secret, débute en 1973 : celui des pères de Macuti à Beira, qui ont fait état des massacres de Mucumgura, en Haute Zambézie. Le gouvernement, déjà trahi par les missions protestantes qui fournissent les cadres de la résistance, l'est aussi par ce courant de l'Église catholique. C'est ainsi qu'il s'accroche désespérément aux musulmans, qu'ils soient Africains, métis ou Indiens.

Les journaux présentent aussi des articles d'« islam savant » qui font partie du travail de publiciste de S.V. Mamede et de son souci de faire connaître le monde musulman en métropole : on peut citer « La pensée islamique »<sup>67</sup> (*O Brado*, 17 mars 1973) et « l'onomastique islamo-portugaise »<sup>68</sup> (*Voz de Moçambique*, 14 décembre 1968). Ce journal fait aussi la publicité de la revue *O Islão* fondée par S.V. Mamede en 1968. Aucune référence à l'islam confrérique africain n'y apparaît à l'exception du commentaire d'une photo (*O Brado*, 22 décembre 1973) montrant le gouverneur Pimentel dos Santos recevant six dignitaires musulmans, venus sur son invitation du nord de la province, en route pour leur pèlerinage à La Mecque.

Les communautés asiatiques (selon la désignation britannique des Indiens) d'Afrique orientale font aussi l'objet d'une attention particulière. La *Voz de Moçambique* (1<sup>er</sup> avril 1973) parle de « leur contribution à la formation des nouvelles nations », du rôle politique des « évolués » liés aux professions libérales dans la « nouvelle conscience de race » [*sic* !] et de celui de l'Inde « qui a assuré et garanti aux Africains l'appui idéologique et matériel des différentes communautés asiatiques ». Certes, en raison de la censure, ce mensuel, tenu essentiellement par des démocrates, nous parle de façon détournée de la communauté indienne du Mozambique et nous livre un message qui nous met en garde contre l'image unanimiste que le régime veut nous donner de la position de cette dernière dans ces années mouvementées.

Le troisième thème éminemment préoccupant est celui des nouvelles minorités raciales du Mozambique. Ce sujet est la conséquence de la révolution du 25 avril au Portugal. La *Voz de Moçambique* (6 septembre 1974) agite dans son éditorial le « spectre d'une congolisation » et met ensemble les « minorités blanches et asiatiques » face aux hésitations du Frelimo entre « une société multiraciale et un Mozambique seulement pour les Noirs ». Étant donné que le racisme est la « maladie qui guette les sociétés multiraciales, ne vaut-il pas mieux poser l'objectif d'une « société a-raciale dans cette partie de l'Afrique où le racisme s'est érigé comme philosophie du pouvoir ? ». On peut y lire sans doute le vœu de « pieds-

<sup>66</sup> Voir le travail passionnant de A. MONTEIRO, 1993.

<sup>67</sup> Conférence prononcée à Lisbonne le 9 mars 1973 au Collège universitaire Pie XII, sur la nécessité de distinguer entre *mouros*, *sarracenos*, *muçulmanos* e *islâmicos* [*Ndlr* : la signification du terme Maure dépend des divers endroits de l'empire portugais : ici elle désigne certainement des marchands musulmans indiens ou afro-arabes du nord du Mozambique ; sarrazins ; musulmans, probablement en tant que peuples ; islamiques, probablement en tant que religieux].

<sup>68</sup> Article écrit à l'occasion du quatorzième centenaire du Coran.

noirs » démocrates annonçant, dans cette phase du gouvernement de transition vers l'indépendance, la conscience des rapports inversés entre la majorité africaine et une minorité blanche dont les statuts politiques et sociaux sont désormais vécus comme très précaires. Il s'agit très certainement aussi de la conviction de ce courant des démocrates qui se bat depuis le début des années soixante pour l'autodétermination du Mozambique. On peut être choqués, aujourd'hui, par l'absence du thème de la nation mozambicaine en cette année 1974 ! Mais replacée dans son contexte, elle renvoie à la double difficulté, plutôt au *double bind* qui rend compte de l'impossibilité d'en parler : jusqu'en 1974, l'opposition démocratique ne pouvait pas défendre la « nation mozambicaine » puisque la seule nation officielle était le Portugal ; après 1975, la nation se présente comme l'œuvre du Frelimo pour qui celle-ci ne commence qu'avec la guerre de libération. En 1974, on est bien, du point de vue des idéologies officielles, au point zéro de la nation. C'est pourquoi dans les articles de cette année, abondent les termes de « communautés » et de « société », que leurs auteurs<sup>69</sup> savaient pourtant tout à fait inadéquats.

Quant à l'assimilation du sort des Indiens à celui de la minorité blanche, elle ne relève pas de la simple instrumentalisation idéologique. Ce dont ne parlent pas les journaux, c'est du débat très vif – en 1974 et durant les toutes premières années qui ont suivi l'indépendance – concernant les choix politiques, économiques et sociaux où les termes de race (Noirs/tous les autres), d'option politique (radicalisme et utopie de gauche/modération et réalisme d'une vision démocratique) et de pouvoir (les combattants historiques de l'extérieur/les sympathisants habitant dans les « zones occupées » par l'ennemi) se surdéterminaient. Ce débat a également interpellé les membres des différentes composantes de la communauté indienne. À l'exception de la majorité des Goanais et des Ismaïlis<sup>70</sup> qui partent, les musulmans sunnites sont déchirés dans leurs options vis-à-vis du nouvel État-nation. Si, pour la plupart, l'allégeance à la nation indépendante ne fait pas de doute, c'est celle vis-à-vis du nouvel État qui pose problème. Notre objectif n'est pas de rendre compte de ces options et des événements qui ont divisé les familles, mais de souligner que la population indienne, comme la population blanche, a été traversée par les mêmes préoccupations et les mêmes déchirements.

Mais ce qui sépare les deux nouvelles composantes minoritaires ne peut être occulté. Notre objectif est d'en suivre la trace dans la presse.

Le numéro spécial du *Notícias de Lourenço Marques* (25 juin 1975) qui retrace les éphémérides de la lutte de libération, donne à voir, dans les encarts publicitaires,

<sup>69</sup> Entretien réalisé à Lisbonne en février 2003 avec l'un des membres influents du comité de rédaction de *Voz de Moçambique*.

<sup>70</sup> Une grande partie des Goanais, en particulier ceux liés à la fonction publique, partent avec les Portugais en métropole à partir de 1974-1975. Mais c'est sur l'injonction de Son Altesse l'Aga Khan, échaudé par les persécutions et les expulsions récentes des « Asiatiques » des pays nouvellement indépendants d'Afrique orientale, que l'écrasante majorité des Ismaïlis quittera le Mozambique en 1973-1974. Ce départ brutal et massif fera l'objet d'un reflux important dans les récits de l'installation et de la « réussite » des Ismaïlis re-diasporisés au Portugal ou dans les nouvelles sociétés d'accueil (Canada, Royaume-Uni). Sur le départ des Ismaïlis pour le Portugal et sur les Ismaïlis au Portugal, voir J. Macaïsta MALHEIROS (2000) et A. MELO (2008).

les marques de sympathie de la population indienne pour la nouvelle nation. Comme nous l'avions fait remarquer, les encarts ont souvent constitué la seule trace de la présence et de l'activité de cette communauté, révélant ce que les articles déniaient ou déformaient. Deux phénomènes attirent notre attention.

D'abord la présence des maisons de commerce très anciennes dont la majorité n'est pas située à Lourenço Marques. La discrétion de ces établissements de la capitale est inhabituelle dans les encarts du *Notícias de Lourenço Marques*. Cette fois-ci, les villes de Beira et Quelimane sont représentées (respectivement quatre et cinq fois) au détriment de Lourenço Marques (trois fois).

Ensuite, on note un déséquilibre en faveur des maisons de commerce hindoues (au nombre de neuf) par rapport à leurs deux consœurs aux musulmanes. Ce fait est aussi inhabituel dans ce journal où les deux communautés affichaient à égalité ou en faveur des maisons de commerce musulmanes de Lourenço Marques.

Comment interpréter ces deux données ? Qu'offre l'analyse du contenu de ces encarts, que l'on peut comparer avec ceux des Portugais qui s'affichent pour la même occasion ? Que disent les encarts publicitaires des maisons de commerce portugaises ?

X, Y, Z...

*est présent pour la construction de la patrie mozambicaine,  
contribue au progrès de ce pays,  
contribuons pour un Mozambique que nous ambitionnons,  
orienté vers les « directives » d'un Mozambique nouveau,  
en avant pour le progrès du Mozambique,  
à l'avant-garde du progrès, prompts à servir,  
pour la reconstruction d'un Mozambique nouveau.*

Que disent les encarts publicitaires des maisons de commerce indiennes ?

X, Y, Z...

*que ce jour soit une marque historique pour le départ d'un Mozambique un et indivisible,  
avec le peuple de Mozambique, la maison vit une grande joie le jour de son indépendance,  
félicite chaleureusement le peuple mozambicain pour la date de son indépendance,  
en ce jour de fête, nous souhaitons bonheur et prospérités  
félicite le peuple mozambicain pour la date historique du 25 juin 1975,  
félicite le peuple mozambicain pour l'obtention de la victoire,  
salue le peuple mozambicain et nos frères de Tanzanie en cette date historique, avec des vœux de  
paix, de travail et de progrès.*

D'une façon générale, la première série d'encarts s'adresse à la patrie mozambicaine, au pays, au Mozambique nouveau dans lequel ces maisons s'engagent (« en contribuant à... », en « s'orientant vers... », en « étant prompt à servir... ») pour la (re)construction et pour le progrès. La deuxième série d'encarts s'adresse au peuple mozambicain, au Mozambique (« un et indivisible »)<sup>71</sup> qu'elle félicite et salue (pour la victoire, pour son indépendance). Si la première série fait référence préférentiellement au Mozambique (en tant que patrie et projet économique), la seconde, s'adresse plutôt au peuple, ce qui peut être lu comme un marqueur de proximité

<sup>71</sup> Notons que ce vocabulaire est celui qu'utilisait le régime colonial de l'*Estado Novo*.

et de chaleur. Mais cette impression est très vite contredite car les premiers sont prompts à s'investir dans un avenir (marqueur de proximité) tandis que les seconds se contentent de féliciter pour cette date (marqueur d'une certaine distance ou du moins d'une certaine réserve quant à leur investissement dans l'avenir).

\* \* \*

Afin d'organiser une lecture intelligible des faits et des événements rapportés par la presse laurantine entre 1930 et 1975, nous sommes parties d'une hypothèse politiquement incorrecte dans la perspective d'une réflexion postcoloniale (tabou transitoire de l'idéologie socialiste issue de la révolution des Œillets du 25 avril 1974) sur la colonisation portugaise. Notre hypothèse de départ concernait la nature de l'*Estado Novo* qui a défini pour la première fois dans l'histoire de l'Empire portugais, un champ social et culturel commun aux différents groupes constituant la société de la colonie, dont les Indiens étaient partie prenante. Cette hypothèse que nous avons expérimentée à travers la presse laurantine des années trente à 1975, est confirmée par les mesures concrètes prises par le gouvernement de la colonie vis-à-vis de l'ensemble de la communauté indienne. Néanmoins cette dernière est restée vulnérable face aux pratiques discriminatoires propres à la société coloniale chaque fois que des événements politiques ont menacé l'Empire. Nous avons noté que cette vulnérabilité a été vécue de façon différenciée selon les appartenances religieuses (hindoues, musulmanes et catholiques), selon des statuts conférés par les autorités (Indo-portugais, Indo-britanniques puis Pakistanais, Indiens *hindustânicos* et Indo-portugais) et selon la place occupée dans la stratification socio-économique.

Alors que la presse des Blancs nous a donné, malgré une évolution vers des dénominations de moins en moins racistes ou discriminatoires, une vision toujours extérieure de la communauté indienne, la presse des métis est demeurée en revanche beaucoup plus près des détails qui marquent les différences. D'où le sentiment d'une vision plus précise et presque de l'intérieur, sur la communauté indienne qui s'en dégage. Tel *O Brado* des années trente qui, à la recherche de la définition identitaire du *Natural*, traquait les différences entre les Noirs, les métis et les Indiens, traçait toute une gradation au sein de la communauté indienne en termes d'appartenance à la culture portugaise et d'ancienneté de résidence, faisait des Indo-portugais des quasi-assimilés aux métis et donnait enfin à voir les dissensions parmi les musulmans sunnites (indiens, africains et métis).

La presse laurantine nous a aussi révélé la présence d'une communauté indienne qui se dévoile par elle-même quand elle le peut, y compris dans le champ du politique. Il n'en demeure pas moins que cette communauté le fait essentiellement par la fraction de ses notables et de ses commerçants qui ont réussi. Ce constat renvoie à la non-adéquation, observée par ailleurs dans toutes les sociétés coloniales « plurales », entre des frontières définies par les cultures des populations d'origines différentes et une stratification socioprofessionnelle ou un niveau d'éducation fonctionnant d'une façon tout à fait pertinente au sein même des groupes concernés. Ainsi nous avons pu voir, dans le cas qui nous intéresse, s'affirmer progressivement, d'une part, des liens entre des personnes originaires de cultures différentes mais qui se réfèrent de plus en plus à une même culture (en l'occurrence, la culture portugaise), imposée comme véhicule de la modernité, et, d'autre part,

l'accentuation d'une division sociale entre des personnes appartenant à la même culture d'origine.

Les résultats limités de cette recherche sont liés au type du matériau choisi au départ, centré sur la presse laurantine. Une lecture d'orientation sociologique, soucieuse de mettre en valeur les réactions et les formes d'une conscience sociale et politique diversifiées au sein de la communauté indienne, est ainsi restée trop tributaire de cette source écrite où prédomine le regard des autres, plus précisément, celui d'un pouvoir nationaliste, autoritaire et corporatiste, exerçant sa censure dans une société coloniale spécifique. Poursuivant une perspective sociohistorique, il serait temps d'appliquer la même hypothèse, rappelée au début de notre conclusion, aux sources orales. L'analyse de ces dernières (tant les témoignages des Indiens que ceux des populations blanches, métisses et noires) s'avère indispensable car elle contribuerait à l'écriture d'une histoire encore inédite des fragments constitutifs de la communauté indienne et se répercuterait sur une lecture inédite de l'histoire coloniale.

Néanmoins, il nous semble que cette analyse de la presse laurantine durant la période de l'*Estado Novo* pourrait permettre d'éclairer la compréhension du double destin de la communauté indienne, tant au Portugal qu'au Mozambique à partir de 1975. C'est parce qu'elle a partagé tous les signes de l'assimilation culturelle à la nation portugaise, et qu'elle ne s'est pas réduite au seul rôle de *middleman* ou d'agent économique dans son expérience au sein de la société coloniale, qu'elle peut désormais orienter son destin soit au Portugal soit/et dans la nation mozambicaine qui reste à construire.

Avril 2007

**Nicole KHOURI**

Université Paris 1, Centre d'Étude des Mondes Africains (CNRS)

Institut du Développement Économique et Social

**Joana PEREIRA LEITE**

Universidade Técnica de Lisboa, Instituto Superior de Economia e Gestão

Centro de estudos sobre África e do Desenvolvimento

### Bibliographie

Pour l'ensemble de la presse consultée, se référer à la rubrique « Les Indiens dans la presse » qui figure au début de l'article.

Sauf mention contraire, les traductions en français des citations de la presse et des ouvrages de langue portugaise, sont de la responsabilité des auteures de cet article.

ANUÁRIOS de Lourenço Marques : années 1929, 1931, 1946, 1961, 1974.

ALEXANDRE, V. 1993, « Ideologia, economia e política : a questão colonial na implantação do *Estado Novo* », *Análise Social*, XXVIII (123-124) : 1117-1136.

— 1995, « A África no imaginário político português », *Actas do Colóquio – Construção e ensino da História em África*, Lisbonne : 231-244.

— 1998, « A questão colonial no Portugal oitocentista », in V. ALEXANDRE & J. DIAS (eds), *O império africano 1825-1890. Nova História da expansão portuguesa*, Lisbonne, Editorial Estampa : 21-132.

ANTUNES, L.F. Dias 1992, *A actividade da companhia de comércio dos baneanes de Diu em Moçambique (1686-1777)*, thèse de troisième cycle, Universidade Nova de Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas.

- 1996, « *Os mercados baneanos guzerates no comércio e a navegação da costa oriental africana (séc. XVIII), Comunicação no Seminário sobre História de Moçambique (XVI-XIX)*, Lisbonne, multigr., 20 p.
- BASTOS, J.G. Pereira *et al.* 1999, *Portugal multicultural. Situações e estratégias identitárias das minorias étnicas*, Lisbonne, Fim de Século, 227 p.
- BASTOS, S. Trovão Pereira, *A comunidade hindu de Lisboa. Uma abordagem das representações sociais identitárias das castas de artesãos*, Lisbonne, Gersi, 1995, 125 p.
- BASTOS, S. Trovão Pereira & J.G. Pereira BASTOS, « Diu, Mozambique et Lisbonne. Histoires sociales et stratégies identitaires dans la diaspora des hindous *gujaratis* », *Lusotopie* (Paris, Karthala), VII, 2000 : 399-421.
- CAHEN, M. 2000, « L'État nouveau et la diversification religieuse au Mozambique, 1930-1974 : I – Le résistible essor de la portugalisation catholique (1930-1961) », *Cahiers d'études africaines*, 158, XL (2).
- 2000, « L'État nouveau et la diversification religieuse au Mozambique, 1930-1974 : II – La portugalisation désespérée (1959-1974) » *Cahiers d'études africaines*, 159, XL (3) : 551-592.
- CAPELA, J. 1995, *Donas, senhoras e escravos*, Porto, Afrontamento.
- CARVALHO, A. 1999, *O empresariado islâmico em Moçambique no período pós-colonial*, thèse de doctorat, Universidade técnica de Lisboa, non publiée.
- CLARENCE-SMITH, W.G. 1979, « The Myth of Uneconomic Imperialism : The Portuguese in Angola 1836-1926 », *Journal of Southern African Studies* (Oxford).
- 1985, *The Third Portuguese Empire 1825-75. A Study in Economic Imperialism*, Manchester, Manchester University Press.
- FREYRE, G. [1940], *O mundo que o Português criou*, Lisbonne, Livros do Brazil.
- 1953, *Aventura e Rotina*, Rio de Janeiro, José Olympio.
- 1953, *Um Brasileiro em terras portuguesas. Introdução a uma possível luso-tropicologia. Acompanhada de Conferências e discursos proferidos em Portugal e em terras lusitanas e ex-lusitanas da Ásia, da África e do Atlântico*, Rio de Janeiro, José Olympio.
- 1958, *Integração Portuguesa nos Trópicos*, Lisbonne, Junta de Investigação do Ultramar.
- FURNIVALL, J.S. 1945, *The Tropical Far East*, Oxford/Londres, Oxford University Press.
- HAMMOND, R.J. 1966, *Portugal and Africa 1815-1910 : A Study In Uneconomic Imperialism*, California, Stanford University Press.
- ISACMANN, A. 1972, *Moçambique : the africanisation of a European Institution, the Zambesi Prazos, 1750-1902*, Madison, University of Wisconsin Press.
- LEITE, J. Pereira 1990, « La reproduction du réseau impérial portugais : quelques précisions sur la formation du circuit de l'or, 1959-1973 », *Estudos de Economia* (Lisbonne, Instituto superior de economia e gestão), X (3), avril-juin : 365-401.
- 1996, « Diáspora indiana em Moçambique. Séc. XIX e primeiras décadas da época colonial », *Economia global e Gestão* (Lisbonne, ISCTE) : 67-108.
- 1999, « Colonial Política », *Dicionário de História de Portugal-Suplemento*, A. Barreto & M.F. Mónica (eds), vol. 7, Lisbonne, Ed. Figueirinhas : 352-361.
- 2001, « Indo-britanniques et Indo-portugais : la présence marchande dans le Sud du Mozambique au moment de l'implantation du système colonial portugais, de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle aux années 1930 », *Outre-Mers. Revue d'Histoire*, 330-331, 2000 : 13-37.
- MALHEIROS, J.M. 1996, *Imigrantes na região de Lisboa : Os Anos da Mudança*, Lisbonne, Colibri, 238 p.
- 2000, « Circulação migratória e estratégias de inserção local das comunidades católica goesa e ismaelita. Uma interpretação a partir de Lisboa », *Lusotopie* (Paris, Karthala), VII : 377-398.
- MELO, A. 2008, « A diáspora ismaelita. Preparação e "partida", vivências da migração dos anos 1970 », *Lusotopie* (Leyde, Brill), XV (1) : 97-102.
- MENON, V.P. 1956, *The Story of the Integration of the Indian States*, New York, Macmillan, 500 p.
- MONTEIRO, A. 1942, « As grandes directrizes da governação ultramarina no período que decorreu entre as duas guerras mundiais, 1919-1939 », *Boletim geral das colónias* (Lisbonne), 206-207 : 3-77.



- 1993, *O Islão, o Poder e a Guerra (Moçambique 1964-1974)*, Porto, Universidade Portucalense.
- MORRIS, H.S. 1956, «Indians in East Africa. A Study of Plural Society», *British Journal of Sociology*, 7(3) : 194-211.
- NEWITT, M. 1995, *A History of Mozambique*, Londres, Hurst & C°.
- REBELO, Domingos J.-R. 1961, «Breves apontamentos sobre um grupo de Indianos em Moçambique», *Boletim da Sociedade de Estudos da Colónia de Moçambique*, XXX (128) : 83-89.
- RITA-FERREIRA, A. 1982, *Presença luso-asiática e mutações culturais no sul de Moçambique*, Lisbonne, IICT, 279 p.
- 1985, «Moçambique e os naturais da Índia portuguesa», in *Seminário internacional de História Portuguesa*, Lisbonne, IICT : 615-648.
- ROCHA, A. 2000, «O pan-Africanismo em Moçambique (1900-1930)», in *A África e a instalação do sistema colonial (c.1885-c.1930)*, Actas da IIIª Reunião Internacional de História de África, Lisboa, IICT.
- TEIXEIRA, L. Pinto 2000, *Partners in business-the workings of the Indian traders of Zambesia, Mozambique, 1870-1910*, thèse de doctorat, University of Queen (Canada), non publiée.
- WOOD, J. 1984, «British versus Princely legacies and the Political integration of Gujarat», *Journal of Asian Studies*, vol. 49, novembre : 65-99.
- ZAMPARONI, V. 2000, «Monhés, Baneanes, Chinas, Afro-maometanos. Colonialismo e racismo em Lourenço Marques (Moçambique 1890-1940)», *Lausotopie* (Paris, Karthala) : 191-222.

*La rédaction remercie Sandrine Bègue et Jacqueline Vivès pour la révision de ce texte.*